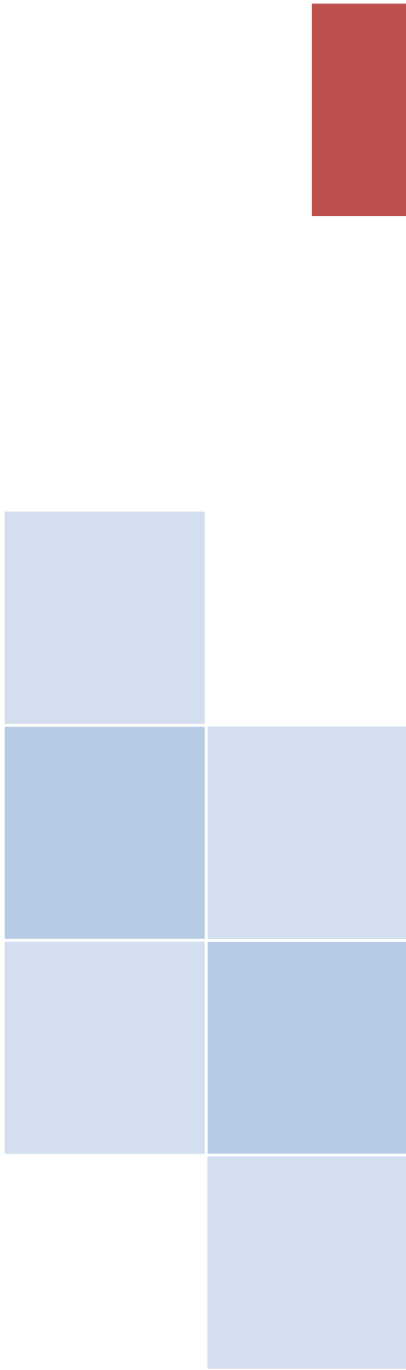




Document stratégique 2012

Préparation pour une crise alimentaire et
nutritionnelle au Sahel et les pays
limitrophes



Groupe de Travail Regional Sécurité Alimentaire et Nutrition

Comité Permanent Inter-Agences (IASC), Dakar



DOCUMENT STRATEGIQUE 2012

PREPARATION POUR UNE CRISE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET LES PAYS LIMITROPHES



TABLE DES MATIERES

1. Résumé.....	2
2. Objectif.....	4
3. Portée	5
4. Contexte.....	7
4. 1 Situation sociopolitique et sécuritaire	7
4. 2 Facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire dans la région	8
4. 3 Situation Nutritionnelle au Sahel.....	17
4. 4 Systèmes d'alerte précoce en place	23
4. 5 Revue du financement CAP en 2011 : secteurs sécurité alimentaire et nutrition	24
5. Scénarios et hypothèses de planification	25
5. 1 Perspectives en nutrition pour le Sahel	25
5. 2 Perspectives en nutrition pour la sécurité alimentaire	26
6. Stratégie de réponse.....	28
6. 1 Objectifs.....	28
6. 2 Activités	28
6. 3 Groupes ciblés.....	29
6. 4 Liens vers la transition et le développement.....	30
7. Prochaines étapes et "plan de préparation "	31
7. 1 Evaluation des besoins.....	31
7. 2 Consultations avec les acteurs impliqués	31
7. 3 Logistique	32
7. 4 Stocks d'urgence (vivres, fourrage, nutrition)	32
7. 5 Training / Formation	33
7. 6 Rôles et responsabilités pour le suivi des indicateurs d'alerte précoce	33
7. 7 Echange d'information avec les acteurs de la réponse d'urgence	34
8. Annexes	35

1. RÉSUMÉ

Après la crise alimentaire de 2010 au Sahel, la très bonne campagne agricole 2010-2011 dans la région s'était traduite au début de l'année 2011 par une forte disponibilité alimentaire et par une baisse des prix (les prix sont plutôt stables sur les 6 premiers mois de 2011). Cette situation globalement favorable s'est toutefois accompagnée de fortes variations locales. Ainsi, même au premier semestre 2011, avant la période de soudure, la situation alimentaire restait préoccupante dans les zones agropastorales du Niger et du Tchad, notamment. La campagne 2010-2011 n'a pas donc pas été suffisante pour permettre aux ménages de se relever de la crise de 2010.

La résilience de plus en plus limitée des populations face à des crises est une des caractéristiques de la région, où les ménages ne parviennent plus, au lendemain d'une crise, à reconstituer leur patrimoine avant que n'arrive le choc suivant. Les crises ne font qu'aggraver les faiblesses structurelles de pays marqués par un niveau de développement humain très bas et des taux de pauvreté parmi les plus élevés au monde. Cette pauvreté accentue encore la vulnérabilité face aux chocs ou aux tendances négatives, en particulier pour l'environnement : appauvrissement des sols, faibles rendements, changements climatiques dont les effets se font de plus en plus sentir, la pression démographique exacerbant également la pression sur les ressources.

Cette vulnérabilité se traduit notamment par une insécurité alimentaire chronique, même lors des années de bonnes récoltes, et par des taux élevés de malnutrition.

La malnutrition est considérée comme étant à l'origine du décès d'environ 600.000 enfants de moins de cinq ans chaque année en Afrique de l'Ouest. Cette crise chronique reste négligée dans la région du Sahel. Si l'insécurité alimentaire et la malnutrition devaient encore s'aggraver, le nombre des enfants voués à mourir augmenterait encore.

Les perspectives de la saison agricole 2011-2012 sont moyennes. Les pluies sont arrivées tardivement, provoquant des retards de semis, et parfois contraint les paysans à re-semer. Elles ont surtout été caractérisées par leur irrégularité avec des zones gravement déficitaires. La faiblesse annoncée des récoltes laisse présager une saison de soudure difficile et précoce, dans un environnement de prix agricoles élevés.

La vulnérabilité des ménages a encore été accrue par des facteurs extérieurs, notamment le retour de plusieurs centaines de milliers de travailleurs migrants de Libye ou de Côte d'Ivoire, du fait des crises que ces pays ont connues en 2011. Ces retours ont privé de nombreux ménages pauvres des transferts de fonds des migrants, qui les aidaient à faire face aux périodes difficiles, et sont venus augmenter la demande locale en produits alimentaires, au risque de contribuer à la hausse de prix.

Face à ce risque, les partenaires humanitaires regroupés au sein du Groupe de travail régional sur la sécurité alimentaire et la nutrition ont préparé un document de stratégie dont l'objectif est de renforcer la préparation et de permettre une réponse rapide et suffisamment précoce pour être efficace, notamment pendant la période de soudure agro-pastorale dans les zones déjà identifiées comme étant à risque. En l'absence d'un appel consolidé (CAP) régional en 2012, ce document plus souple vise à appuyer les efforts qu'ont déjà commencés à prendre les différentes autorités nationales, en adoptant une perspective régionale.

Plusieurs pays du Sahel ont d'ores et déjà annoncé des mesures pour limiter les effets négatifs de cette situation sur une population vulnérable qui n'a pas eu le temps de se relever de la grave crise de 2009-2010, malgré la bonne récolte de l'an dernier. Ils ont aussi demandé l'assistance de la communauté humanitaire. Depuis la fin novembre, le Fonds Central d'Intervention d'Urgence des Nations Unies (CERF), administré par OCHA, a ainsi alloué 6 millions de dollars à trois agences des Nations unies - le PAM, l'Unicef et la FAO – pour des opérations d'urgence destinées à lutter contre l'insécurité alimentaire

et la malnutrition au Niger. Une demande pour le versement de fonds CERF aux agences de l'ONU en Mauritanie est en cours d'examen.

Le présent document stratégique est conçu comme un outil évolutif qui devra être mis à jour en fonction des informations reçues sur les récoltes effectives, sur l'évolution de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, et sur les mesures prises par les autorités des pays concernées, y compris les échanges commerciaux transfrontaliers.

Il pourra également être utilisé comme base d'une stratégie de réponse commune dans l'éventualité où un appel de fonds d'urgence pour le Sahel devrait être élaboré.

Il doit toutefois être clair que les vulnérabilités actuelles ne pourront être éliminées par des interventions uniquement humanitaires. Si de telles interventions, menées à temps et de manière efficace, restent indispensables à court terme pour éviter des catastrophes humaines, le vrai défi consiste à briser le cercle vicieux de crises alimentaires et nutritionnelles qui semblent frapper à intervalles toujours plus rapprochés des populations dont la résilience ne cesse de faiblir.

Il est donc indispensable de fournir des ressources adéquates pour des programmes à long terme qui permettront de traiter les causes structurelles de l'insécurité alimentaire dans le Sahel. Il faudra pour cela adopter des stratégies intégrées au sein des Gouvernements, entre les gouvernements de la région et avec la participation active de la société civile, des partenaires au développement et du secteur privé.

2. OBJECTIF

Depuis 2004 les acteurs humanitaires régionaux d'Afrique de l'Ouest ont développé leur analyse situationnelle et préparé leur réponse conjointe à travers un processus d'appel consolidé régional (CAP Afrique de l'Ouest). Pour 2012, le Tchad, le Niger, la Côte d'Ivoire et le Liberia ont développé leur propre CAP. Une consultation de OCHA auprès des Coordinateurs Résidents / Coordinateurs Humanitaires (CR / CH), a conduit le Sous Groupe de Travail du Comité Permanent Inter-Agences pour le CAP (IASC Sub Working Group on CAP) Genève à décider de ne pas élaborer de CAP régional pour l'Afrique de l'Ouest. Toutefois, vu les risques de crises alimentaires, pastorales et nutritionnelles qui pèsent sur certaines zones de la région, après consultation entre OCHA et le Groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition (Food Security and Nutrition Working Group - FSNWG) et le IASC sous-régional, il a été décidé de développer une stratégie conjointe de préparation aux crises dans le Sahel.

En effet, la région a été marquée par un démarrage irrégulier, précoce ou tardif de la saison des pluies suivi de périodes de sécheresse localisées, mais souvent prolongées. Les zones les plus touchées par les irrégularités pluviométriques sont l'ouest et le centre du Mali, le centre du Sénégal, le sud et le sud-est de la Mauritanie, l'ouest et le centre-ouest du Niger, la bande sahélienne du Tchad et le nord du Burkina Faso. Dans ces zones, les semis ont connu des retards de plus d'un mois. Ainsi, des baisses significatives de rendement y seront enregistrées et la production de biomasse disponible pour le bétail sera inférieure la moyenne.

L'objectif de ce document de stratégie est de renforcer la préparation face aux crises alimentaires, pastorales et nutritionnelles qui pourraient survenir au Sahel et dans les pays voisins en 2012. Il concerne avant tout le secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et a été rédigé par un comité restreint du FSNWG basé à Dakar. Le FSNWG, créé suite à la crise alimentaire qui a affecté le Sahel en 2005 a été mis en place en 2006 dans le cadre de l'IASC régional. Il rassemble les agences des Nations Unies, les ONG, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et les donateurs. Dans un souci de cohérence, cette stratégie prend en compte les CAP 2012 Côte d'Ivoire, Liberia, Niger et Tchad.

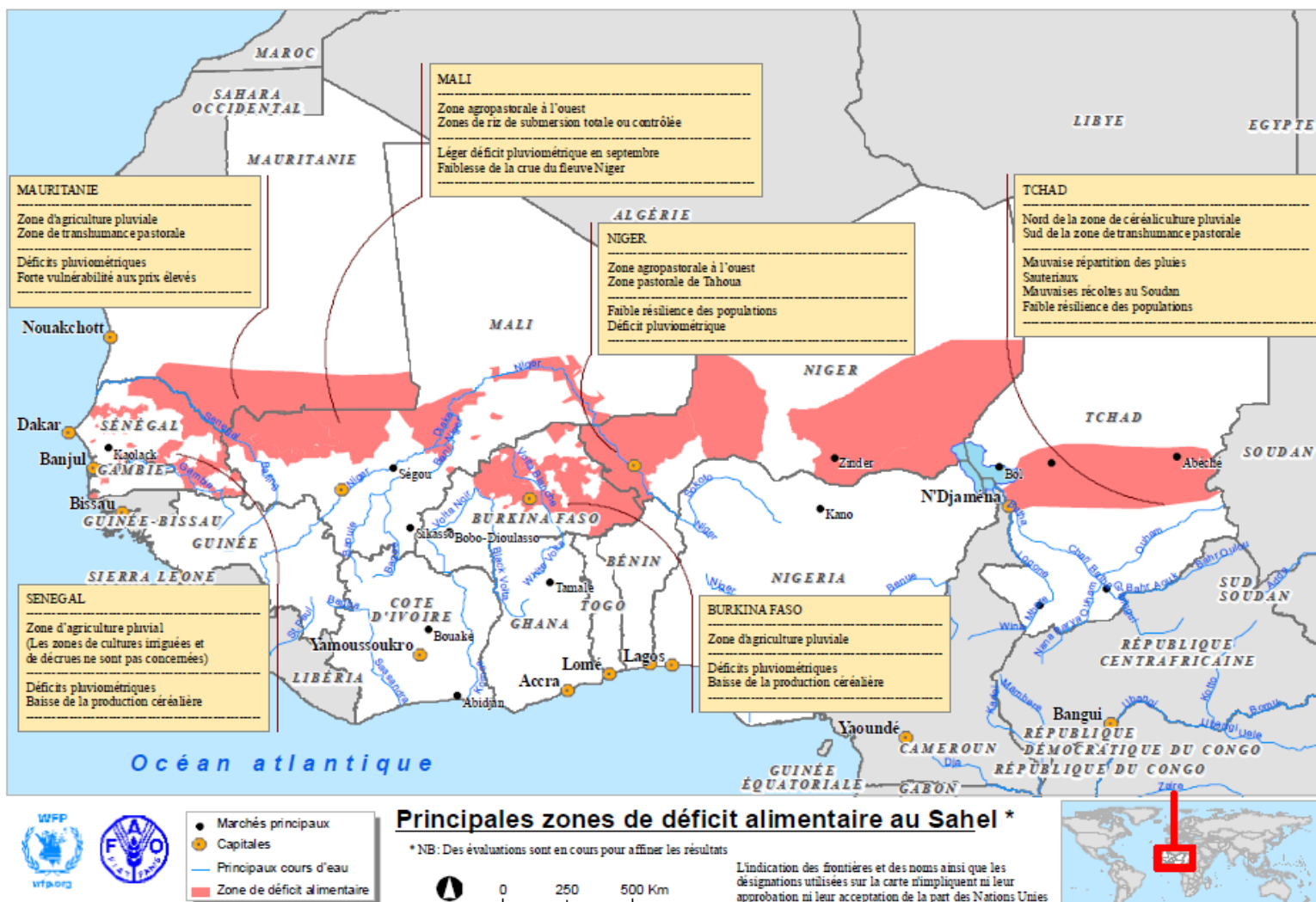
3. PORTÉE

Ce document de stratégie couvre les pays d'Afrique de l'Ouest qui pourraient être affectés par des crises alimentaires, pastorales et nutritionnelles. Les pays du Sahel étant les plus vulnérables, en particulier le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, recevront une attention particulière dans la préparation des interventions de secours. Le nord des pays côtiers, en particulier le Nigéria, sera également suivi. Enfin, une veille sera assurée sur l'ensemble des pays de la région, en particulier en ce qui concerne l'impact de la crise alimentaire au Sahel sur les pays côtiers et les facteurs aggravants cet impact.

Ce document couvre l'année 2012 et en particulier la période de soudure agro-pastorale dans les zones déjà identifiées comme étant à risque.

Pour les menaces déjà identifiées (aléas climatiques survenus pendant l'hivernage 2011) un plan de réponse est proposé (voir chapitre 6). Pour les autres risques potentiels, un plan de suivi de la situation est également proposé (voir chapitre 6).

Carte Sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et zones à risque



4. CONTEXTE

4.1 Situation sociopolitique et sécuritaire

Les catastrophes naturelles et les crises socio-économiques et politiques sont cycliques dans la sous-région du Sahel et la durée de ces cycles tend à se raccourcir (crise en 2000, 2004-2005, 2009-2010). Ces crises fragilisent encore plus des moyens d'existence déjà précaires et ne permettent pas aux ménages de reconstituer leurs avoirs, leurs stocks et leurs moyens d'existence. Elles augmentent la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en réduisant la disponibilité des aliments et l'accès à la nourriture, et en perturbant la stabilité des marchés alimentaires. La vulnérabilité de la sous-région est aggravée par de nombreux facteurs structurels tels que la pauvreté, le faible niveau d'éducation, le manque d'accès aux services de base, l'instabilité politique, les conflits, la mauvaise gouvernance, la faiblesse des économies et leur dépendance à l'égard des marchés internationaux, une forte croissance démographique et la tendance à l'urbanisation et à l'exode rural. Tous les pays du Sahel figurent parmi les pays ayant le niveau le plus faible de développement humain du classement de l'Indice de Développement Humain (IDH) 2011.

Pour faire face à la précarité alimentaire, les ménages vulnérables développent plusieurs stratégies d'adaptation et de survie, y compris la migration, saisonnière ou définitive, des bras valides vers les villes et les pays étrangers, essentiellement la Libye, la Côte d'Ivoire et le Nigeria. Les retombées financières de ces migrations, estimées à plusieurs milliards de FCFA, permettent de combler le déficit causé par les récoltes régulièrement insuffisantes. Ces retombées financières servent également à financer les campagnes agricoles, notamment l'achat de petits ruminants, des semences, des engrais, du matériel agricole, de la nourriture, la réhabilitation des habitations et des points d'eau pour les cultures de contre-saison.

En dépit de la stabilité politique de la plupart des pays sahéliens, plusieurs d'entre eux sont affectés par des crises politiques qui ont eu lieu dans certains pays voisins. Les différentes crises qui ont frappé successivement en 2011 la Côte d'Ivoire et la Libye ont ainsi fait apparaître une nouvelle problématique, avec le retour massif de ces travailleurs migrants. Rentrés parfois dans le dénuement le plus total, ils sont venus se rajouter à la population de leur zone d'origine déjà vulnérable et désormais confrontée à une double crise : la perte des revenus issus des transferts de fonds et la nécessité de nourrir des bouches supplémentaires. Les crises en Libye et en Côte d'Ivoire ont eu un impact particulièrement important sur le Niger et le Tchad avec le retour, entre mi-février et mi-octobre de respectivement 246 866¹ et 83 244 personnes².

Les crises caractérisant la sous-région sont aggravées par l'impact des changements climatiques. Au cours des 50 dernières années, la sous-région a vécu des changements de pluviométrie qui se sont traduits par des sécheresses graves et étendues dans la zone sahélienne mais aussi, surtout à partir de 2005, par des inondations destructrices causant l'affaiblissement des moyens d'existence reposant sur l'agriculture. Ces crises, de plus en plus complexes, diversifiées et à caractère régional, nécessitent un engagement substantiel et conjoint de tous les acteurs concernés.

La crise libyenne a eu aussi pour conséquence, dans certaines zones du Sahel, le retour de ressortissants de ces pays employés depuis plus ou moins longtemps dans les forces armées libyennes. Rentrés dans leur pays avec de nombreuses armes, y compris des armes sophistiquées, ces combattants présentent une double menace. D'une part, ils peuvent relancer l'instabilité politique dans des pays si aucun accord n'est conclu avec les autorités nationales pour qu'ils remettent les armes avec lesquels ils sont revenus. D'autre part, une partie de ces armes

¹ Source : CAP 2012 – Niger – données du Gouvernement

² Source : CAP 2012 – Tchad – données OIM

risquent de passer aux mains des groupes criminels ou terroristes opérants dans la région, comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Dans les deux cas, l'insécurité risque de se renforcer dans de vastes zones des pays concernés, et de réduire l'accès humanitaire aux populations vulnérables.

4.2 Facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire dans la région

Le Sahel fait régulièrement face à des chocs climatiques qui, en l'absence de résilience suffisante, se traduisent par des pertes en vie humaine et par l'érosion des moyens d'existence des ménages. Les causes de cette vulnérabilité peuvent être classifiées de la façon suivante.

Facteurs structurels

L'Afrique de l'Ouest est caractérisée par un taux de pauvreté parmi les plus élevés du monde. Selon le rapport 2011 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le taux de pauvreté de l'Afrique subsaharienne est de 51%. Cette pauvreté est un facteur de vulnérabilité dans la mesure où les faibles revenus et la faible variété des actifs productifs privent ces ménages de mécanismes d'adaptation pour faire face aux chocs. En milieu rural, les faibles pluies qui caractérisent le Sahel couplées à l'appauvrissement des sols, aux faibles rendements, aux attaques régulières de déprédateurs, à la déforestation et aux changements climatiques dont les effets se font de plus en plus sentir, sont de nature à exposer de façon récurrente les petits exploitants à de faibles rendements agricoles et, par conséquent, à une plus longue période de soudure, un endettement structurel et l'érosion de leurs moyens d'existence. La dépendance des pays du bassin ouest (y compris la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie) aux importations alimentaires, les expose aux variations des cours mondiaux et, en cas de hausses, érode le pouvoir d'achat des ménages vulnérables qui dépendent des marchés pour s'alimenter.

Enfin, malgré quelques initiatives de prévention et d'atténuation des risques d'insécurité alimentaire et de renforcement de la résilience des populations, la difficulté à prendre en compte la récurrence des crises dans une approche de gestion des risques de catastrophes efficace est un facteur structurel de l'insécurité alimentaire dans la région.

Dans cette région, cette vulnérabilité se traduit par des taux élevés de malnutrition, non seulement au moment du pic de la soudure, mais également en période post récoltes. La malnutrition affecte le développement physique et mental des enfants et on estime qu'environ 600 000 enfants meurent de malnutrition chaque année, en Afrique de l'Ouest.

Facteurs sous-jacents

Parmi les facteurs sous-jacents qui affectent les ménages les plus vulnérables d'Afrique de l'Ouest et du Sahel en 2012, il faut mentionner :

- La faible résilience des ménages affectés par la crise alimentaire et pastorale de 2010 (nord et l'est du Burkina Faso, nord-est du Mali, Niger, nord du Nigeria et Tchad). Au Niger, en janvier 2010, 47,7% de la population (soit 7,1 millions de personnes) étaient vulnérables. Le manque de pâturage et le tarissement des points d'eau y ont entraîné d'importantes mortalités d'animaux estimées à 24% de l'effectif du cheptel. En janvier 2011, 17,3% de la population (soit 2 620 770 de personnes) étaient vulnérables. Au Tchad, on estimait à environ 2 millions le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition et en 2011, à près de 1,6 million de personnes. En Mauritanie, près d'un quart (21 %) des ménages, soit 428 000 personnes, était jugé en insécurité alimentaire en juillet 2011 dont 8 % avait une consommation alimentaire pauvre en termes de fréquence et de diversité. En 2010, au nord et à l'est du Burkina Faso, 464 000 personnes étaient en insécurité alimentaire.
- La détérioration des moyens d'existence à chaque crise depuis 2000 (sécheresses, aléas climatiques et hausse des prix de 2008).
- La détérioration de l'accès humanitaire dans les pays sahéliens à cause de la présence de groupes armés.

Facteurs immédiats/Chocs

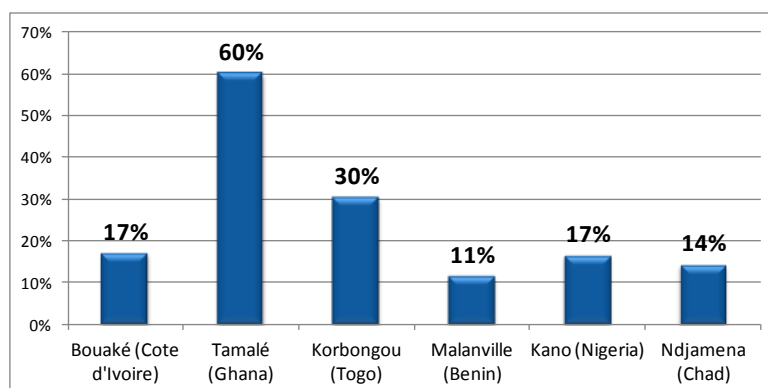
Hausse des prix et détérioration localisée des termes de l'échange

Parmi les chocs qui peuvent compromettre la sécurité alimentaire des ménages d'Afrique de l'Ouest, la hausse des prix des biens de première nécessité, en premier lieu desquels les denrées alimentaires, est un des facteurs essentiels. On estime que plus de dix millions de personnes ont été directement affectées par la crise de la hausse des prix alimentaires en 2008 et 2009. Face à de telles hausses, les ménages vulnérables sont obligés de réduire les autres dépenses (santé, éducation, ..), de réduire la quantité et la qualité des repas et de mettre en œuvre toute une batterie d'autres mécanismes d'adaptation ou de survie.

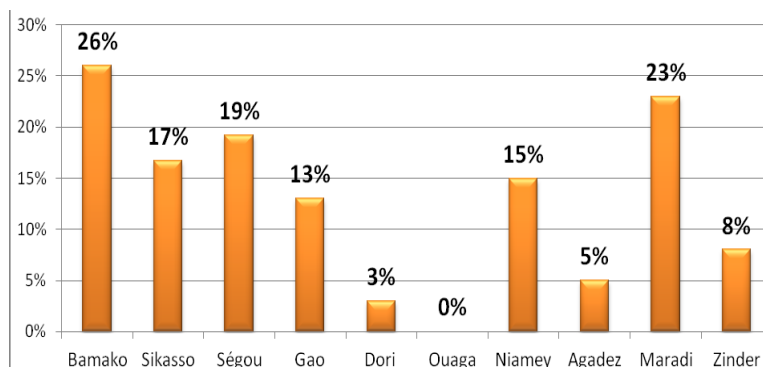
En 2011, le bassin commercial de l'ouest de l'Afrique de l'Ouest a vu les prix du riz augmenter de façon significative et réduire ainsi le pouvoir d'achat des ménages. En **Mauritanie**, les prix du blé et du riz demeurent à des niveaux au dessus de la moyenne et ces niveaux élevés pourraient exacerber les difficultés alimentaires des ménages affectés par la sécheresse ; on y a également noté une forte augmentation des prix des céréales sèches dès le mois d'octobre. Les agro-éleveurs ou éleveurs achetant du sorgho connaîtront une chute de leurs termes de l'échange avec l'augmentation anticipée des prix des céréales sèches sur les marchés du sud et du sud-est mauritanien. Au **Sénégal**, sur le marché de Kaolack, qui joue un rôle important dans la formation des prix des céréales sèches à l'échelle du bassin ouest, le prix du mil au détail a augmenté de 42 % par rapport à septembre 2010. Dans les autres pays du bassin ouest (Guinée, Liberia et Sierra Leone en particulier), les prix du riz ont connu une flambée allant de 15% à 38%).

Dans le bassin central, les prix du maïs sont en augmentation. Au **Burkina Faso**, le Gouvernement rapportait début octobre 2011 que le prix moyen de détail du maïs, a augmenté de 35 % par rapport à 2010. Le phénomène était également constaté au nord du **Bénin**, du **Ghana** et de la **Côte d'Ivoire** (figure 1).

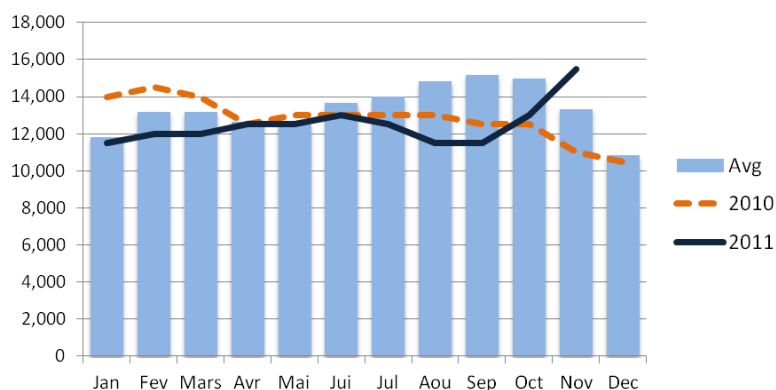
Figure 1 : Augmentation du prix du maïs en octobre 2011 par rapport à octobre 2010 (en pourcentage)



Source : PAM, données GIEWS FAO

Figure 2 : Evolution du prix du mil, d'octobre à novembre 2011

Sources : PAM, données SIM

Figure 3 : Prix du mil à Ségou, 2008-2011. Moyenne 2008-2010

Sources : graphe PAM, données OMA

Dans le bassin est, le Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA) du **Niger** rapporte des augmentations inhabituelles des prix du mil. De 14.000 francs CFA en octobre, le prix du sac de 100Kg de mil est passé à 20.000 francs CFA en novembre à Maradi, l'un des principaux marchés du pays. En moyenne, en novembre 2011, les prix des céréales sèches affichaient de nettes hausses par rapport à 2010 pour le mil (+37%), le sorgho (+26%) et le maïs (+22%). Les données du SIMA indiquent par ailleurs que, sur l'axe Jibiya-Maradi, les prix du mil au nord du Nigéria sont supérieurs à ceux du Niger, tendance observée depuis la récolte 2010. Compte tenu de ce différentiel, il n'existe pas d'incitation immédiate pour exporter le mil vers le Niger. Le sens des flux du mil sur cet axe aura une influence déterminante sur la formation des prix au Niger dans un contexte de production céréalière limitée. Au **Tchad**, le commerce transfrontalier entre l'est du pays et le Soudan voisin – où existent également des inquiétudes pour la récolte 2012 – est un enjeu majeur pour la performance des marchés en 2012. Le CILSS³ signale l'existence d'excédents de maïs dans les pays côtiers dont la mise sur les marchés pourrait atténuer la hausse des prix des céréales sèches au Sahel.

Ainsi, les hausses des prix des céréales enregistrées au Sahel et dans certains pays du golfe de Guinée réduisent le pouvoir d'achat des ménages et risquent de détériorer l'accessibilité alimentaire des ménages les plus vulnérables si

³ Le Comité Permanent Inter Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) regroupe neuf Etats dont 4 Etats côtiers : (Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal), 4 Etats enclavés : (Burkina Faso ; Mali ; Niger ; Tchad) ; 1 Etat insulaire : (Cap Vert).

elles se poursuivent en 2012, en particulier les ménages qui dépendent des marchés pour s'alimenter (ménages urbains, pasteurs, journaliers, petits paysans pendant la période de soudure,...).

Mauvaises productions agricoles localisées

La concertation régionale sur les perspectives agricoles et alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC) tenue à Cotonou du 24 au 26 novembre 2011 a caractérisé la saison agricole 2011 de la façon suivante : A l'issue de la campagne agropastorale 2011/2012, la production céréalière prévisionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest se chiffre à 55 451 000 tonnes. Cette production est en hausse de 4% par rapport à la moyenne des 5 dernières années et en baisse de 8% par rapport à celle de l'année dernière. Pour les pays membres du CILSS, la production est évaluée à 16.613.000 tonnes. Cette production est comparable à la moyenne des 5 dernières années mais en baisse de 25% par rapport à celle de l'année dernière.

On note des baisses de production céréalière importantes localisées dans les régions de Kayes, Koulikoro et Mopti au Mali, au centre du Sénégal, au nord, est et centre nord du Burkina, au Niger sauf dans les régions de Maradi et Dosso, dans toute la bande sahélienne et dans la zone soudanienne (Logone et Tandjilé) au Tchad, dans toute la zone agropastorale de la Mauritanie et dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Des mauvaises récoltes sont également enregistrées sur le riz à submersion libre et contrôlée au Mali et en Gambie. La faiblesse et la mauvaise répartition des pluies ont provoqué un déficit hydrique préjudiciable aux cultures de décrue au Tchad, en Mauritanie et au Mali.

La faiblesse des écoulements des eaux des bassins fluviaux et les bas niveaux de remplissage des plans d'eau et barrages ont occasionné des assèchements précoces et risquent d'entraîner de sévères étiages des fleuves, de faible disponibilité en eau pour les cultures de contre saison céréalières et maraîchères et une baisse de la production halieutique. Toutefois, certains pays du golfe de Guinée (Ghana, Togo, Nigéria et Bénin) dégagent un surplus commercial de maïs qui pourrait être exporté vers les régions déficitaires du Sahel.

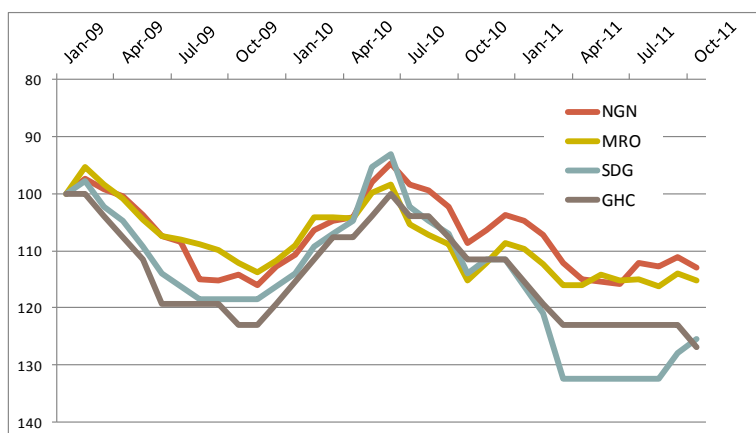
Concernant la situation pastorale, la réunion de Cotonou a souligné que le déficit fourrager est prononcé dans la bande sahélienne, sauf au Gourma (Burkina Faso et Mali). Cette situation, aggravée par la faible disponibilité en eau d'abreuvement, a engendré une transhumance précoce notamment au Mali, au Niger, au Tchad et en Mauritanie. Les risques de surpâturage et de conflits sont à craindre dans les zones d'accueil (delta du Niger, Gourma, lac Tchad, Salamat et sud du Tchad, nord de la République centrafricaine, nord des pays du Golfe de Guinée).

Concernant la situation acridienne, la situation est calme. Les criquets adultes vont se déplacer des zones de reproduction estivale du sud de la Mauritanie vers le nord-ouest du pays, où des pluies supérieures à la moyenne pourraient tomber en novembre. Si tel est le cas, une reproduction à petite échelle aura lieu et entraînera une augmentation des effectifs acridiens. Des populations résiduelles de larves et d'adultes issues de la reproduction estivale persistent dans des parties du Tamesna, au Niger, dans l'est du Tchad et probablement dans le nord du Mali, mais l'insécurité n'a pas permis la réalisation de prospections terrestres. Avec la poursuite du dessèchement de la végétation, les effectifs acridiens vont diminuer dans le nord du Sahel et seuls quelques adultes vont probablement persister.

Au Niger, les zones affectées par les mauvaises récoltes concernent 2 296 villages agricoles répartis dans l'ensemble des régions, soit le quart des villages agricoles. La population totale concernée est évaluée à 2 886 000 personnes. Les régions les plus touchées sont : Tillabéri, Dosso (département de Doutchi), Tahoua (départements de Bouza, Tahoua, Kéita, Konni et Madaoua), Maradi (départements de Dakoro, Guidan Roudji et Tessaoua), Zinder (départements de Gouré et Mirriah) et Diffa (département de N'Guigmi). En ce qui concerne l'état des pâturages, on constate une hétérogénéité de la couverture de la strate herbacée.

Sur le plan macroéconomique, on constate une évolution des taux de change favorable aux pays de la zone CFA. En effet, les monnaies des pays non-CFA se sont dépréciées par rapport au franc CFA, ce qui devrait faciliter l'importation des céréales. Notamment, la livre soudanaise a perdu le quart de sa valeur par rapport au franc CFA depuis 2009, facteur qui limitera la compétitivité des céréales tchadiennes sur les marchés du Darfour, vers lesquelles elles étaient exportées lors de la crise de 2010. Le naira a connu une dépréciation de 10% par rapport au franc CFA sur la même période.

Cependant, l'ouguiya mauritanienne a connu une dépréciation par rapport au franc CFA d'environ 15% par rapport à janvier 2009. Ce facteur renchérit les importations de céréales en provenance du Sénégal et du Mali.



Source : PAM, données OANDA

Au **Mali**, à l'exception de quelques localités (Kayes, Yelimané, etc.), le cumul des pluies est normal à excédentaire mais inférieur à celui de 2010. Cependant, la pluviométrie a été mal répartie dans le temps et dans l'espace, ainsi, la superficie de végétation au niveau de la zone humide du Delta du Fleuve Niger a diminué de moitié par rapport à octobre 2010. En ce qui concerne la situation pastorale, les pâturages sont abondants dans le Gourma ce qui permet aux troupeaux du Mali et du Niger de se nourrir. Cependant certaines zones du pays souffrent de déficit fourrager (notamment les bourgoutières). On assiste à une décapitalisation de bétail importante dans les zones affectées de la bande sahéenne. L'évolution globale de la campagne agro-pastorale dans le Sahel occidental et central voire dans le delta intérieur du fleuve Niger n'est pas bonne. Selon le Système d'Alerte Précoce, la situation est préoccupante dans plus de 100 communes centrales.

Au **Burkina Faso**, le démarrage tardif de la saison des pluies a réduit les surfaces des cultures céréalières et les revenus générés par l'agriculture. D'importants déficits de production sont attendus dans les régions du Sahel et du nord du pays. Le niveau des surplus des zones de production pourrait ne pas être suffisant pour alimenter les zones déficitaires et causer des tensions plus importantes sur les marchés. La production des pâturages naturels qui sera inférieure à celle d'une année normale pourrait compromettre l'alimentation du bétail.

En **Mauritanie**, un déficit pluviométrique important a provoqué une importante baisse de la production de biomasse et les rendements des cultures pluviales. Le Gouvernement pronostique une chute de production de 75% pour le Dièr. La situation pastorale est inquiétante dans ce pays où vivent plus de 1,5 million de bovins, 16 millions de caprins et près d'un million de camélins. Les possibilités de chercher des pâturages plus au sud seront sans doute difficiles.

Au **Tchad**, dans les régions centrales du Sahel, le démarrage de la végétation était normal entre mai et juin 2011, caractérisé par un profil similaire à celui de la moyenne 1998-2010. A partir de début juillet 2011, la croissance de la végétation a stagné et la production de biomasse observée est toujours inférieure à la moyenne. Le stress hydrique subi par les cultures en phase végétative est tel que les dernières précipitations ne pourront pas améliorer le rendement des cultures affectées. Il en est de même pour la croissance des graminées sauvages au sud de cette zone, ce qui y présage une faible production fourragère.

Les attaques de criquets pèlerins pouvant détruire la totalité des productions des ménages ont été très limitées au Sahel en 2010 et en 2011, grâce à l'intervention des Etats pour contrôler les effectifs (Mauritanie). Cependant d'autres prédateurs (oiseaux granivores, sautereaux, insectes) ont causé des pertes significatives au Tchad et au Niger.

Inondations

Depuis plusieurs années, et en particulier en 2010, les inondations frappent de façon brutale des zones très localisées, où les victimes perdent leur vie, leurs récoltes ou leurs moyens de production. Ainsi, en 2010, 2 031 458 personnes ont été affectées, tandis qu'en 2011, le nombre de personnes affectées est estimé à plus de 425 000. Les changements climatiques affectent l'Afrique de l'Ouest en augmentant le risque de phénomènes climatiques exceptionnels (inondations et sécheresse). Les perturbations du régime climatique en Afrique de l'Ouest sont également caractérisées par des pluies irrégulières (début tardifs de l'hivernage, pauses pluviométriques, arrêt précoce des pluies) pouvant provoquer de graves baisses des rendements qui limitent la constitution de stocks pendant la période de soudure, et les revenus. Il est difficile de prévoir l'intensité des inondations pouvant survenir en 2012, mais avec l'impact du changement climatique, des phénomènes exceptionnels ne sont désormais plus à exclure.

Retour des migrants économiques de Libye et mouvements de population

Les mouvements de populations causés par la crise politique en Libye ont provoqué le retour massif de migrants dans leur pays d'origine, au Ghana, au Mali, Niger et Tchad. Les ménages affectés par ces retours se voient privés de ressources parfois vitales pour leur sécurité alimentaire et voient leurs besoins alimentaires augmenter. On note d'après OIM que plus de 204 000 personnes sont retournées dans leur pays dont 94 062 au Niger, 82 159 au Tchad, 1 658 au Burkina Faso, 11 032 au Mali et 769 en Mauritanie⁴. Une proportion importante de ces rapatriés souhaite retourner en Libye, mais pour le moment les conditions ne leur semblent pas réunies.

De même, les nombreuses élections en 2012 (Présidentielles : Ghana, Mali, Sénégal et Sierra Leone ; législatives : Burkina Faso, Ghana, Mali, Sénégal, Sierra Leone et Togo) sont autant de risques de déplacements soudains et massifs de populations, qu'il faut suivre de façon rapprochée.

Baisse possible des transferts issus de la migration

La crise économique et financière qui frappe l'Europe et l'Amérique du Nord, ainsi que le retour des migrants de Côte d'Ivoire et de Libye, pourraient provoquer une baisse sensible du montant des transferts issus de la migration, ajoutant un fardeau supplémentaire sur les ménages et affectant leur statut alimentaire et nutritionnel.

⁴ Chiffres OIM au 27 octobre 2011.

Le Gouvernement de la RIM rapporte le retour de plusieurs milliers de personnes de la Libye et de Côte d'Ivoire.

Vulnérabilité et risques

Pays	Prix et pouvoir d'achat	Stratégie de survie et Consommation alimentaire	Pluviométrie et production	Evolution de la sécurité alimentaire
Tchad	Depuis février 2011, les prix des céréales de base continuent d'augmenter à travers le pays. En début de février et mars une augmentation inhabituelle des prix des céréales a été constatée. Les prix se sont ensuite stabilisés entre avril et mai. Les prix ont remonté entre juin et août en phase avec la période de soudure. Les prix restent supérieurs à leur niveau d'août 2010 dans la bande soudanienne et à N'Djamena. Dans la bande sahélienne par contre, les prix restent largement en dessous de leur niveau d'août 2010 qui a été une année particulièrement difficile pour cette zone. En septembre 2011 les prix nominaux du mil étaient 18% au-dessus de leur niveau moyen à Moussoro dans la bande sahélienne du Tchad. Les prix du maïs étaient 14% plus élevés que la moyenne à N'djamena.	Une évaluation récente du PAM (EFSA, avril 2011) a montré qu'en zone sahélienne, 29,5% des ménages sont en insécurité alimentaire sévère et 21,7% sont en insécurité modérée. Les zones les plus touchées sont le Kanem, Bahr-el-Ghazal, Guera, Batha, Lac, Hadjer Lamis, du Wadi Fira, Ouaddai et Sila. La plupart des ménages consomment deux repas par jour, tandis que les ménages à faible revenu ont déployé des stratégies d'adaptation telles que la réduction de la fréquence et de la quantité des repas consommés, la consommation d'aliments moins préférés, le travail temporaire, et l'emprunt d'argent.	Comparé à sa moyenne à long terme et à l'année dernière, la situation pluviométrique reste globalement déficitaire tant dans la zone soudanienne que sahélienne au mois de juillet 2011 avec une aggravation dans la zone soudanienne en août. Selon l'Office National de Développement Rural (ONDR), il y a un recul d'environ 35% des superficies emblavées par rapport à la campagne agricole précédente. Production céréalière en baisse de 43% par rapport à 2010 et de 13% par rapport à moyenne 2006-2010. Les régions les plus affectées sont dans la bande sahélienne (Lac, Kanem, Barh el Ghazal, Batha, nord Guera, Wadi-fira et Ouaddai).	Sur l'ensemble du territoire national, la situation de la sécurité alimentaire des ménages est moyenne. Cependant dans la zone Soudanienne en particulier à Maro (Département de Grande Sido dans le Moyen-Chari) à l'extrême sud du pays la situation s'est dégradée au point de devenir préoccupante. Le retard tardif de la saison agricole 2010/2011 et la hausse des prix sont les contraintes majeures qui affectent actuellement la sécurité alimentaire des ménages. L'impact potentiel du conflit libyen sur la sécurité alimentaire des ménages devrait également être quantifié.
Mali	Au deuxième trimestre de 2011, le prix du mil a baissé de 2%, tandis que le riz importé a augmenté de 4% par rapport au premier trimestre. Le mil est 15% plus cher sur la moyenne des cinq années, tandis que le riz importé est en hausse de 40%. Les termes de l'échange chèvre / mil sont au-dessus de la moyenne sur cinq ans, en particulier dans les régions de Gao et Kidal où les prix des animaux sont plus élevés et les prix des céréales sont en baisse à stables. Les populations touaregs dans le nord du Mali ont vu leurs revenus diminués, en particulier ceux qui dépendent des transferts des migrants de la Libye. Néanmoins, la bonne récolte 2010/11 a créé une forte demande de main-d'œuvre locale, qui a partiellement compensé la perte de revenu. Entre janvier et juin 2011, les ménages pauvres et très pauvres ont obtenu de faibles revenus tirés d'emplois locaux (gardiennage, entretien des troupeaux d'animaux, fabrication de briques, et la construction de maisons).	Dans les zones rizicoles de Mopti entre Décembre 2010 et Février 2011, les travailleurs journaliers payés en nature ont pu approvisionner leurs ménages en produits alimentaires à des quantités supérieures à la normale. Dans cette zone l'augmentation des réserves alimentaires au niveau des ménages a contribué à une alimentation plus diversifiée.	Le cumul des pluies recueillies de mai à septembre 2011 est normal à excédentaire excepté pour les localités de: Kayes, Yélimané, Bancoumana, San, Ké-Macina et Bandiagara. Ce cumul reste inférieur à celui de 2010 à la même date, dans la plupart des stations du pays.	Le retour continu de ressortissants maliens et des réfugiés en Côte d'Ivoire est susceptible d'augmenter les dépenses alimentaires des familles d'accueil et de réduire leur pouvoir d'achat, surtout pour les ménages pauvres et très pauvres. Le rapatriement des travailleurs maliens vivant en Libye pourraient aussi réduire le revenu de milliers de ménages qui dépendent des transferts. Selon une enquête faite par le PAM en juillet 2007 et mars 2008 environ 26 % de la population souffre d'une insécurité alimentaire chronique. Selon le SAP, actuellement la situation est préoccupante dans plus de 100 communes de la bande sahélienne -zone à pluviométrie déficitaire- où vivaient près de 1,5 million de personnes.

Pays	Prix et pouvoir d'achat	Stratégie de survie et Consommation alimentaire	Pluviométrie et production	Evolution de la sécurité alimentaire
Mauritanie	Le niveau des prix des produits importés reste très élevé. En effet, les prix du blé (plus de 50% au dessus de la moyenne des cinq ans) et du riz demeurent à des niveaux au dessus de la moyenne. Il y'a une faible disponibilité des céréales traditionnelles sur les marchés. L'augmentation des prix a considérablement réduit le pouvoir d'achat des ménages qui sont confrontés à une baisse de production (plus de 60% dans la zone pluviale) et de revenu monétaire (plus de 30% dans la zone pluviale). En zone agropastorale les termes de l'échange sont défavorables aux agropasteurs avec une baisse de 7% comparativement au mois de septembre 2010.	En zone pluviale les ménages pauvres (64%) tirent 20% de leur revenu de la vente de produits agricoles, 20% de la main d'œuvre agricole, 20% des transferts des migrants et 15% de la vente des produits de la cueillette. Les plus riches (moyennement riche 21%, les plus nantis 15%) tirent leur revenu de la vente du bétail (respectivement 40% et 60%). En zone agropastorale les ménages pauvres (60%) tirent 40% de leur revenu de l'exode et 15% de l'emploi journalier. Les ménages moyens et riches (entre 30 et 40%) tirent l'essentiel de leur revenu de la vente des animaux. Dans cette zone une transhumance anticipée du cheptel vers le Mali et le Sénégal a été notée.	A cause d'un déficit important et d'une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies le pays risque de faire face à une baisse de la production agricole, un manque de pâturage, une raréfaction des points d'eau pour l'abreuvement des animaux et des pertes de bétail.	En juillet 2011 près d'un quart (21%) des ménages soit 428 000 personnes, sont jugés en insécurité alimentaire en milieu rural. Les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire en juillet 2011 sont : Hodh El-Charghi (57,2%), Hodh el-Gharbi (44%), Tagant (33,8%), Gorgol (28,5%), Guidimaka (26,5%) et Assaba (26,4%). Les nomades (46.1%) et les cultivateurs des terres pluviales (43.9%) sont plus affectés par l'insécurité alimentaire. En novembre on estimait que 838 460 personnes étaient affectées. Plus de 900 000 personnes pourraient être en insécurité alimentaire dès le mois de janvier 2012. Cet effectif pourrait atteindre 1,2 millions de personnes si des actions urgentes ne sont pas prises. (Pronostic sur juin 2012)
Niger	Les prix au Niger sont actuellement en hausse par rapport à l'an passé pour le mil (+12%) et le maïs (+16%) alors que le sorgho est en baisse. La tendance au raffermissement des prix est particulièrement perceptible à l'ouest du pays. Selon le SIMA, sur l'axe Jibiyi-Maradi, les prix du mil au nord Nigéria sont supérieurs à ceux du Niger depuis la récolte 2010. S'agissant de l'accessibilité alimentaire, malgré l'épuisement saisonnier des stocks paysans et la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages, les marchés céréaliers n'ont pas encore présenté des signes de dysfonctionnement. Malgré quelques légères hausses, les prix des céréales de base sont restés stables avec même une précoce tendance à la baisse par rapport à l'année 2010 en raison d'une offre régulière provenant des déstockages commerçants, des gros producteurs et des importations.	En janvier 2011, environ 17% de la population est estimée en insécurité alimentaire sévère et modérée, principalement en raison de l'accès limité à la nourriture. La détérioration de l'accès alimentaire a poussé un pourcentage important de ménage -dans de nombreux cas des ménages entiers- à partir travailler au Nigeria (spécifiquement dans l'État de Jigawa). En outre, le manque d'activités génératrices de revenus en juin 2011 a incité les ménages à recourir à des stratégies d'adaptation qui impliquent l'envoi de certains membres à travailler dans des zones plus riches, au détriment des exploitations familiales. Les ménages de Bilma, Magaria, Madarounfa, Guidan Roumdji, Tessaoua, Tchintabaraden, Madaoua, Gouré, Tanout, Bouza, Illéla, comme principal mécanisme d'adaptation, ont réduit leurs apports alimentaires et / ou sauté des repas. L'épuisement des stocks céréaliers et fourragers, la faiblesse des pouvoirs d'achat, la soudure et la faiblesse du salaire moyen expliqueraient cela.	Au 31 août ce sont 120 zones regroupant 2 496 villages agricoles répartis dans l'ensemble des régions qui sont identifiés à risque. Les zones les plus touchées sont : les régions de Tillabéry, de Tahoua, l'est de Dosso, le nord et l'est de Maradi, l'est de Zinder et le nord de Diffa. Au cours du mois de septembre, malgré la reprise des pluies, la situation agricole s'est détériorée en raison d'une situation phytosanitaire marquée par la présence de sautereaux, d'insectes floricoles, de cicadelles, des attaques de la chenille mineuse de l'épi du mil, d'insectes ravageurs des fleurs et des gousses de niébé, surtout dans la partie centrale du pays. Au plan pastoral, le Gouvernement du Niger a jugé que les productions fourragères attendues en 2011 seront, malgré une reprise des pluies, inférieures à celle de 2010. Le déficit fourrager est estimé à 10 222 308 tonnes de matières sèches.	La crise en Côte d'Ivoire et en Libye a entraîné un épuisement des stocks de céréales des ménages en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant, et la réduction des transferts, en particulier dans les communautés qui en dépendent. Cette situation a affaibli le pouvoir d'achat et poussé les salaires à des niveaux inférieurs à la normale générant l'insécurité alimentaire dans les zones pastorales et agropastorales du Niger. La baisse de la production dans les zones où la pluviométrie a été déficitaire aura un impact réel sur la sécurité alimentaire des ménages. 6 départements sont extrêmement vulnérables : dont 3 en zone agropastorale (Ouallam, Tillabéry et Téra), 1 en zone agricole (Loga) et 2 en zones pastorales (Arlit et Niamey) ; 30 départements moyennement vulnérables : 14 en zone agricole, 10 en zones agropastorales et 6 en zone pastorale ; 9 départements faiblement vulnérables : 8 en zone agricole et 1 en zone agropastorale.

Pays	Prix et pouvoir d'achat	Stratégie de survie et Consommation alimentaire	Pluviométrie et production	Evolution de la sécurité alimentaire
Burkina Faso	Sur les marchés au détail, les prix du maïs et du sorgho ont augmenté respectivement de 38 % et 28 % d'une année à l'autre, tandis que le prix du mil est resté stable. Le report des stocks alimentaires de la récolte exceptionnelle de 2010 ont aidé à compenser la hausse des prix alimentaires au niveau global. Néanmoins, les prix élevés ont exercé une forte pression sur les prix à l'importation qui sont en hausse de 28% depuis l'an dernier pour le riz et l'huile de cuisson. Par ailleurs, l'inflation des produits alimentaires domestiques et les coûts de transport ont augmenté. La hausse de ce dernier a été causée par les prix élevés du carburant au niveau global. Malgré les mesures gouvernementales pour faire baisser le prix des biens de consommation essentiels, le prix au détail sur les marchés de la plupart des denrées, y compris le riz, n'ont guère changé, sauf dans quelques magasins à Ouagadougou. Cela a forcé les grossistes à vendre leurs stocks de riz existants presque au même prix que, ou en dessous, des prix antérieurs, en prévision des subventions gouvernementales. Les importateurs et autres commerçants ont exhorté les autorités à prendre des mesures sur d'autres fronts, comme la réduction des droits de douane et l'augmentation des subventions aux carburants.	Les mécanismes d'adaptation habituelle des ménages comprennent la diversification des moyens de subsistance, par les cultures maraîchères, l'élevage, l'orpaillage, et le travail manuel. D'autres stratégies d'adaptation couramment adoptées en situation de détresse sont la réduction du nombre de repas consommés quotidiennement qui est particulièrement risqué, surtout pour les enfants.	Le démarrage tardif de la saison des pluies a réduit les surfaces des cultures céréalières et les revenus générés par l'agriculture. D'importants déficits de production sont attendus dans les régions du Sahel et du Nord du pays. Le niveau des surplus des zones de production pourrait ne pas être suffisant pour alimenter les zones déficitaires et causer des tensions plus importantes sur les marchés. La production des pâturages naturels qui sera inférieure à celle d'une année normale pourrait compromettre l'alimentation du bétail. La production céréalière est de 16% inférieure à celle de l'année précédente.	La sécurité alimentaire s'est améliorée en raison d'une stabilité des prix des céréales et d'une bonne disponibilité alimentaire obtenue grâce à une production céréalière en 2010 supérieure à la moyenne. En conséquence, la sécurité alimentaire devrait rester inchangée pour la plupart des ménages. Néanmoins, les ménages les plus vulnérables continueront à lutter pour accéder à la nourriture pendant la saison de soudure et dépendront plus que jamais sur des mécanismes d'adaptation déjà affaiblis. 146 communes (soit 41% de l'ensemble des communes) sont en risque d'insécurité alimentaire. Les premiers résultats de l'enquête SMART 2011 indiquent que le taux de malnutrition aigue est de 10.2% et le taux de malnutrition chronique est de 34.1%.

4.3 Situation Nutritionnelle au Sahel

En 2010, le Niger, le Tchad, ainsi que le nord du Cameroun et du Nigeria, ont fait face à une importante crise alimentaire et nutritionnelle résultant principalement de politiques et de programmes inefficaces et inadéquates dans la protection des populations face aux variations saisonnières régulières et/ou cycliques des conditions sahéliennes. Les gouvernements et les partenaires œuvrant dans cette région ont répondu massivement face à cette urgence afin d'empêcher l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de se transformer en catastrophe. En 2010, plus de 430 000 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été traités pour malnutrition aigüe sévère dans ces régions Sahéliennes. Fin 2011, les gouvernements du Niger et de la Mauritanie ont déclaré l'année 2012 comme une année de crise en termes de production alimentaire et de disponibilité. Si les conditions actuelles continuent de se détériorer comme prévu, l'état d'urgence et de crise alimentaire pourra être déclaré pour les régions du Sahel allant de la Mauritanie au Tchad.

Suivi de la situation nutritionnelle au travers des crises

Le concept d'urgence intermittente est généralement non approprié en Afrique de l'Ouest où on estime à 600 000 le nombre d'enfants qui meurent des causes liées à la malnutrition chaque année (Levels and Trends in Child Mortality Report 2011, Lancet Maternal and Child Undernutrition Series 2008). La crise nutritionnelle, continue et négligée, qui sévit en Afrique de l'Ouest, et en particulier dans la bande du Sahel, commence seulement d'être abordée avec la gestion au niveau national des programmes de prise en charge de la malnutrition aigüe, permettant ainsi des services à l'année et avec la réalisation d'enquête au moins une fois par an pour le suivi de la situation nutritionnelle.

Au sein des médias, les crises nutritionnelles ne sont généralement abordées que via l'aspect 'nourriture' alors que une disponibilité alimentaire adéquate au sein du ménage est seulement un des déterminants du statut nutritionnel de l'enfant. Les pratiques de soins adéquates (l'allaitement, les pratiques d'alimentation de complément), l'accès aux services et établissements de santé et l'accès à l'eau et à un environnement sain sont également des facteurs déterminants du statut nutritionnel de l'enfant. Les interventions vitales et préventives doivent se concentrer sur les 1 000 jours entre conception et la deuxième année de la vie de l'enfant pour attendre l'effet maximum pour l'investissement. Une plus grande attention aux causes directes et immédiates de la malnutrition et de la mortalité est nécessaire afin d'éviter les niveaux inacceptables de mortalité infantile et retard cognitif et de croissance à travers la région.

Sources des données nutritionnelles

Les deux principales sources d'informations concernant la situation nutritionnelle actuelle sont les suivantes :

Les enquêtes nutritionnelles utilisant la méthodologie SMART : La majorité des pays de la sous-région réalise des enquêtes nutritionnelles peu chères et relativement rapides basées sur la méthodologie SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions) de manière à pouvoir suivre les tendances annuelles (ou saisonnières) de la malnutrition aigüe (utilisation de l'indicateur de la malnutrition aigüe globale (MAG), définit comme l'indice Poids-pour-Taille <-2 z-score et/ou œdèmes).

Ce type d'enquête a permis d'améliorer considérablement la disponibilité de données nutritionnelles de haute qualité dans la sous-région depuis 2006, et a ainsi contribué à caractériser les risques, à renforcer le suivi des programmes et à permettre la sensibilisation et l'adoption de consensus sur la réponse appropriée et immédiate face à la malnutrition aigüe.

Les chiffres d'admissions dans les programmes de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère :

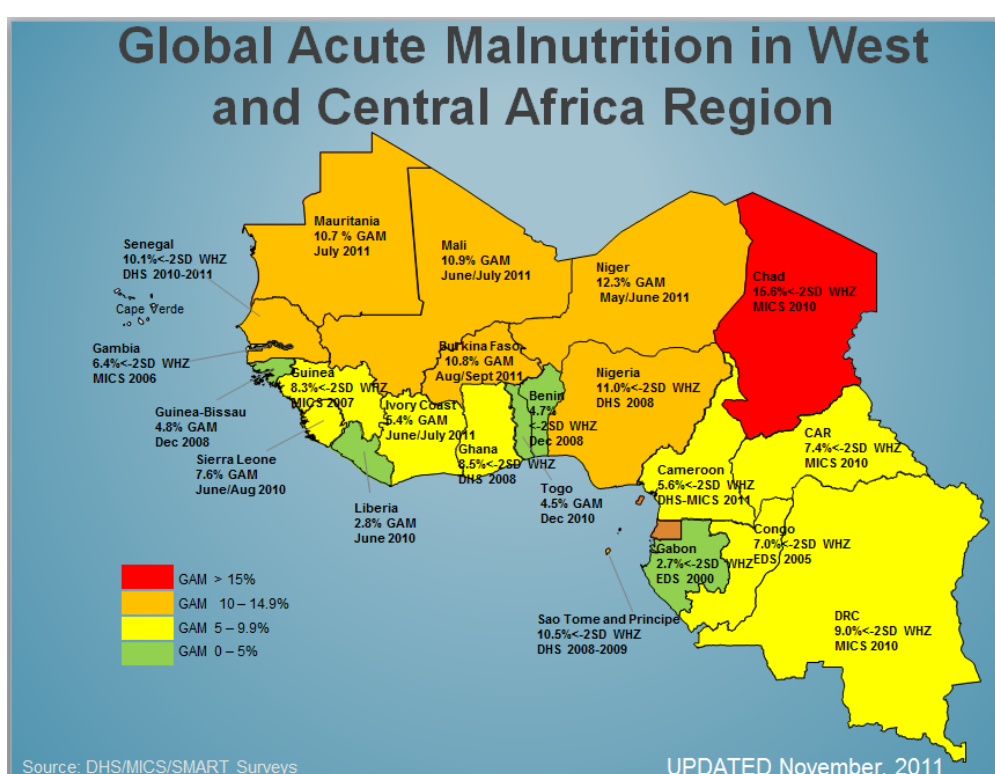
L'ensemble des pays de la sous-région ont intégré la gestion de la malnutrition aigüe sévère dans leur système de santé national. A l'heure actuelle, seuls quelques pays ont réussi la mise en place de programmes approchant l'échelle nationale. Les chiffres d'admission, hebdomadaires ou mensuels, de ces programmes permettant la prise en charge des enfants malnutris aigus sévères (malnutrition aigüe sévère (MAS) ; Poids-pour-Taille <-3 z-score, périmètre brachial <115 mm et/ou œdèmes), peuvent servir à caractériser l'incidence de la malnutrition dans les pays dotés de systèmes de 'reporting' complet et régulier.

Situation Actuelle

Malnutrition Aigüe Globale dans le Sahel : Aperçu Régional

La situation nutritionnelle des enfants dans le Sahel reste proche du désastre, même si les niveaux de la crise de 2010 n'ont pas été atteints dans les pays les plus affectés actuellement. Comme le montre la carte présentée ci-dessous, la situation nutritionnelle peut-être considérée comme « Sérieuse » au Sénégal, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso, où les prévalences de MAG sont comprises entre 10% et 14%. Au Tchad, la situation est « Critique » (selon les données de la dernière enquête nationale de 2010) puisque la prévalence de MAG est supérieure à 15%.

Cela dit, les prévalences de MAG nationales ne permettent pas de mettre en évidence les régions ou les districts les plus affectés et qui nécessitent par conséquent la mise en place de réponses d'urgence efficaces et immédiates. Le groupe de travail régional pour la nutrition développe actuellement un site web où la situation nutritionnelle pourra être présentée au niveau national mais également au premier niveau administratif de manière à améliorer la surveillance de la situation nutritionnelle.



Note: Les prévalences de malnutrition mises à jour sont disponibles pour le niveau national et pour le premier niveau administratif (région ou état par exemple), pour la plupart des pays de la sous-région. Ces données seront disponibles dans le site d'informations nutritionnelles.

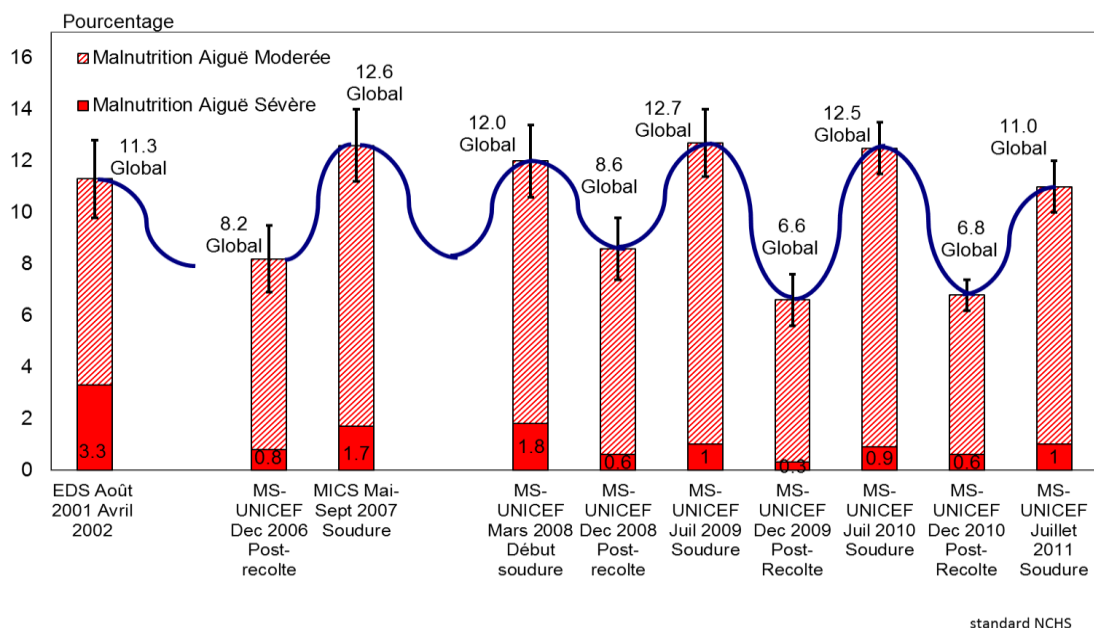
Tendances Nationales

Les graphiques ci-dessous montrent les tendances de la malnutrition aigüe globale pour quelques pays du Sahel effectuant de manière régulière des enquêtes nutritionnelles nationales.

Les résultats de ces enquêtes montrent l'effet non-négligeable de la saisonnalité de la MAG puisque l'on observe des prévalences plus élevées en période de soudure (**Mauritanie**) qu'en période post-récoltes. Le pic de la prévalence nationale de MAG ne varie que très légèrement au fil des années (entre 11 et 13%) et indépendamment des bons ou mauvais rapports en termes de production alimentaire et de disponibilité. Les « creux » ou points où les prévalences de MAG sont les plus faibles varient entre 7 et 9%, en période post-récolte. Ces niveaux de malnutrition aigüe ont été collectés lorsque les moyens de subsistance sont considérés comme étant à leur meilleur niveau. Il

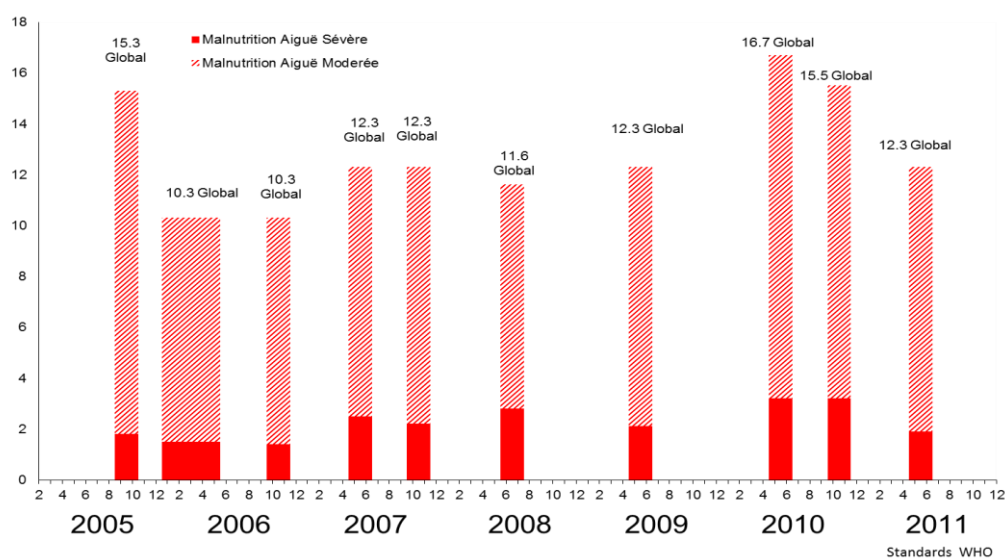
existe donc, de manière permanente, une vulnérabilité nutritionnelle qui se dégrade lors de la période de soudure (période des semences et des récoltes précoces). Pour la période de soudure 2012, vu l'ampleur des déficits des productions agricoles et de pâturage, un pic de malnutrition aiguë supérieur à la moyenne ne peut être exclu si aucune réponse adéquate et bien ciblée n'est apportée.

Tendances de la Malnutrition Aigüe Globale en Mauritanie, 2001-2011



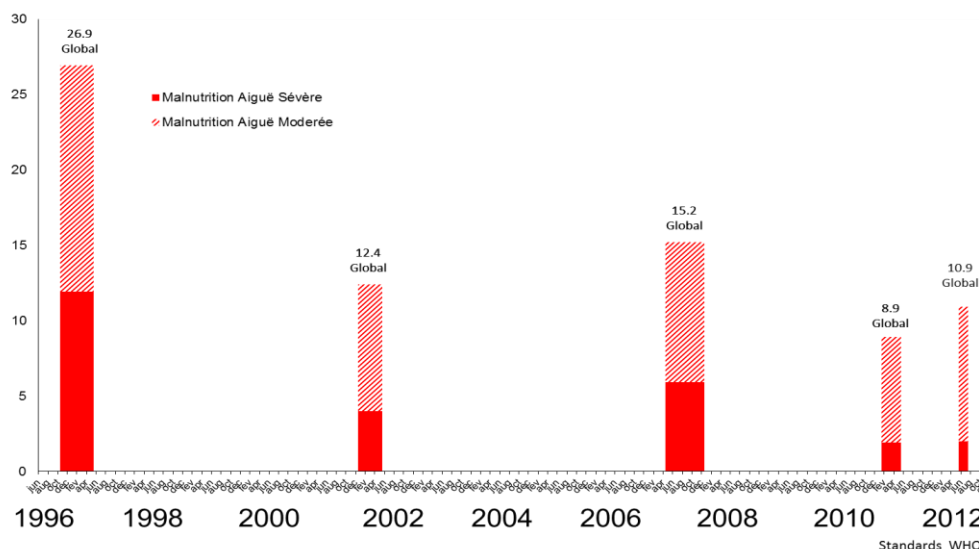
Au **Niger**, les variations saisonnières de MAG ne sont pas aussi évidentes (graphique ci-dessous). Chaque année, les enquêtes nutritionnelles ont lieu au cours des mois de mai et juin afin d'obtenir des informations sur la situation nutritionnelle au moment de la période de soudure. Il n'y a pas eu d'enquêtes effectuées de manière régulière en période post-récoltes. Comme en Mauritanie, les taux les plus faibles de malnutrition aiguë sont d'environ 10%. Cela indique donc des conditions critiques persistantes chaque année. La crise nutritionnelle de 2010 est clairement mise en évidence avec le pic de malnutrition aiguë observé en mai 2010 ; pic suivi par un léger recul en octobre/novembre 2010. La dernière enquête nutritionnelle réalisée en mai 2011 indique que le pays continue à souffrir de niveaux très élevés de malnutrition aiguë provoquant un nombre inacceptable de décès et développement retardé.

Tendances de la Malnutrition Aigüe Globale au Niger, 2005-2011



Le graphique du **Mali** (ci-dessous) présente la situation nutritionnelle au cours des 15 dernières années mais avec très peu de données récentes. Cela s'explique principalement du fait que, comme plusieurs pays de la sous-région, le Mali commence tout juste à planifier de manière régulière la réalisation d'enquête nutritionnelle et à développer les compétences nationales. La prévalence de MAG la plus ancienne provient de l'enquête EDS de 1996 où la qualité des données collectées peut être remise en cause. Les enquêtes réalisées au cours des années suivantes montrent des prévalences de MAG qui varient entre 9 et 15%. L'estimation la plus récente provient de l'enquête nutritionnelle nationale réalisée en juillet 2011 où l'on observe une prévalence de MAG de 11%. La prévalence de la malnutrition aigüe était de 9% lors de l'enquête de février 2010.

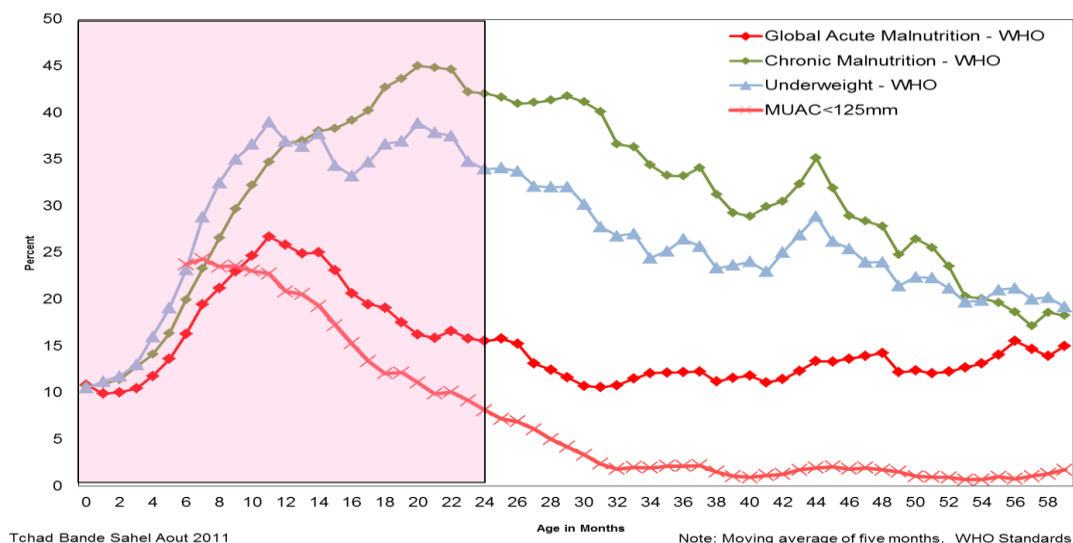
Tendances de la Malnutrition Aigüe Globale au Mali, 1996-2011



Les résultats préliminaires de l'enquête nutritionnelle réalisée au cours des mois d'août et septembre 2011 dans les régions de la bande du Sahel au Tchad (11 régions dont la ville de N'Djamena) montrent des prévalences de malnutrition aigüe de 15% ou plus dans la plupart des régions. Ces prévalences très élevées sont actuellement, et régulièrement, parmi les plus hautes observées dans la sous-région.

Le graphique ci-dessous présente la tendance ou l'apparition des différents types de malnutrition par âge en mois pour les enfants de l'échantillon de la dernière enquête nutritionnelle. Cela montre clairement la présence de la malnutrition dès la naissance avec une apogée au cours de la première année de vie. Cette période de l'enfance correspond à une période où les quantités de nourriture requises sont très faibles mais les aliments de complément donnés à l'enfant doivent être denses nutritionnellement parlant et les pratiques de soins adaptées afin de prévenir la malnutrition.

**Tendances des différents types de malnutrition par âge en mois
dans la bande du Sahel au Tchad (août 201)**



L'enquête nutritionnelle réalisée en juillet 2011, dans les états du Nord du Nigeria (états situés le long de la frontière Nord allant de Kebbi à Yobe), au moment du pic de la période de soudure, révélait des taux de malnutrition variant de 8 à 12%. Ces résultats sont similaires à ceux observés en 2010 lors de l'enquête effectuée à la même période.

Les résultats préliminaires de l'enquête nutritionnelle nationale au Burkina Faso montrent une prévalence de malnutrition aigüe globale s'élevant à 11%.

L'enquête nutritionnelle effectuée au Cameroun, dans les régions du Sahel appelés Nord et Extrême-Nord révèle des prévalences de MAG respectivement de 12,4 et 9,6%.

Admissions MAS

Le système de suivi des admissions dans les programmes de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère au Niger est le système le plus fiable actuellement dans la région. En 2010, environ 330 000 enfants ont été admis dans les programmes de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère. En octobre 2011, environ 224 000 enfants avaient été admis. Les taux d'admissions élevés en 2011 sont principalement dus à l'amélioration du système de reporting dans plusieurs régions. En 2010, une activité de reporting complète n'était faite que dans les régions de Maradi et de Zinder.

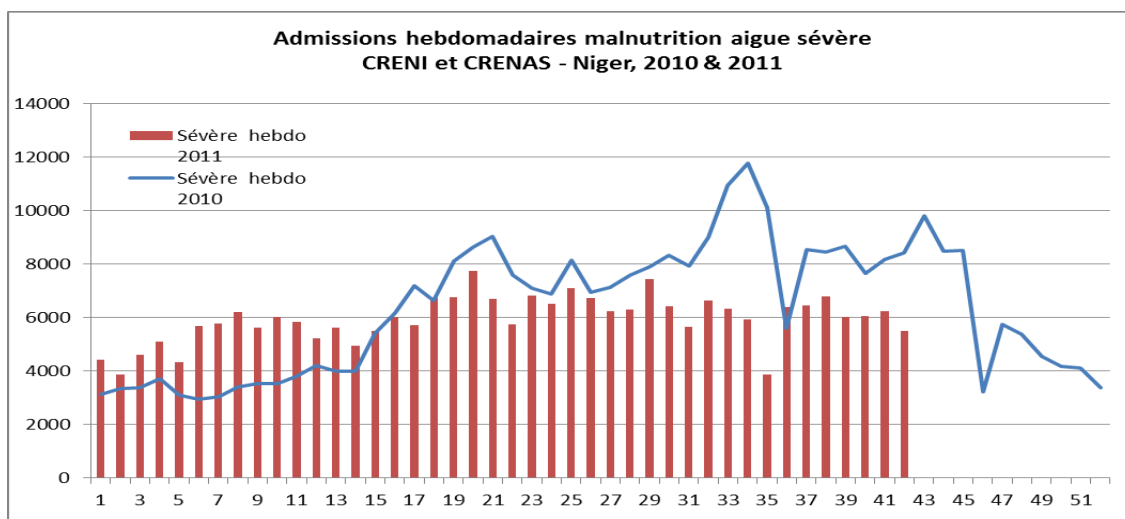
En 2010, des pics d'admissions ont eu lieu au cours des mois d'août et de septembre. Ces mêmes pics n'ont pas été observés en 2011 mais les admissions sont restées stables tout au long de l'année.

L'augmentation des admissions d'enfants malnutris aigus, conduisant au pic lors de la 34ème semaine de l'année 2010, est considérée comme liée à l'épuisement des stocks d'antipaludéens dans les régions de Maradi et de Zinder. La baisse des admissions immédiatement après correspond à la fête de l'Eid à la fin du mois de Ramadan. Ces fluctuations montrent bien l'impact des services de santé et des pratiques de soin sur les taux d'admission.

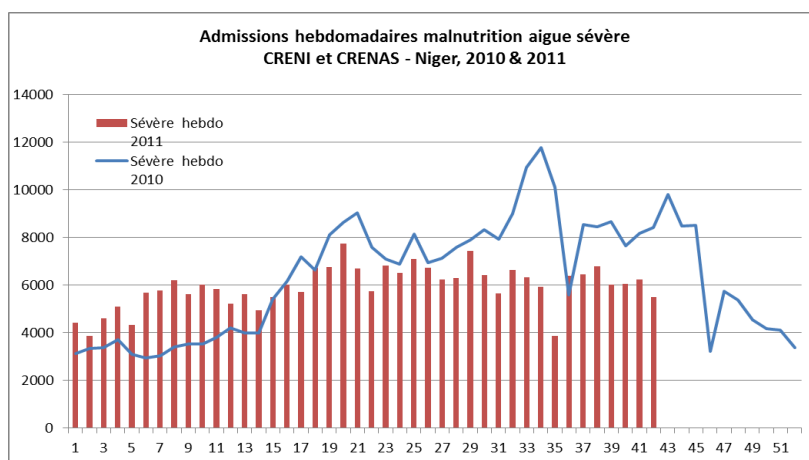
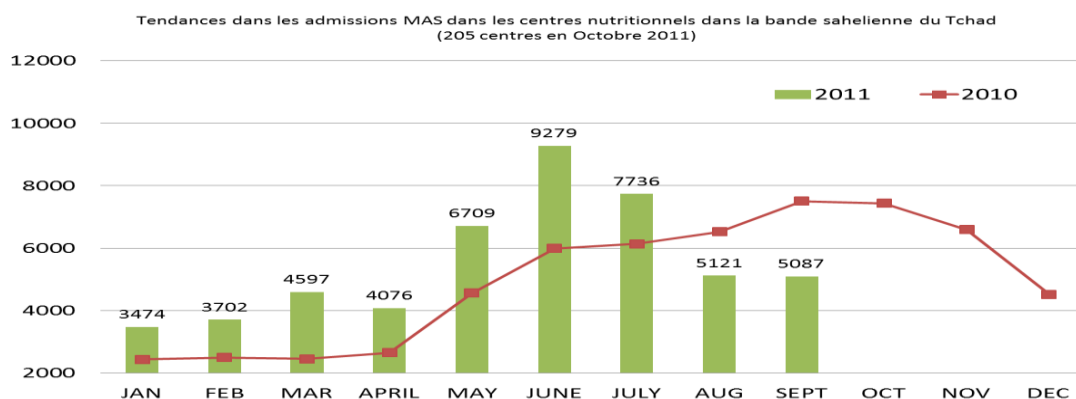
Au **Tchad**, en réponse à la crise nutritionnelle de 2010, une mise à l'échelle rapide de la gestion des services de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère, dans la bande du Sahel, a été mise en place. Le nombre de sites effectifs en 2010 a augmenté et ce dernier continue encore d'accroître en 2011. Toutefois, malgré cette augmentation du nombre de structures permettant la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère et du nombre de sites effectuant l'activité de reporting, un pic d'admissions a pu être observé en septembre et en octobre 2010. Cela correspond à la situation du Niger, pays voisin. En 2011, le programme rapportait un pic en juin et en juillet avec plus de 7000 enfants admis par mois.

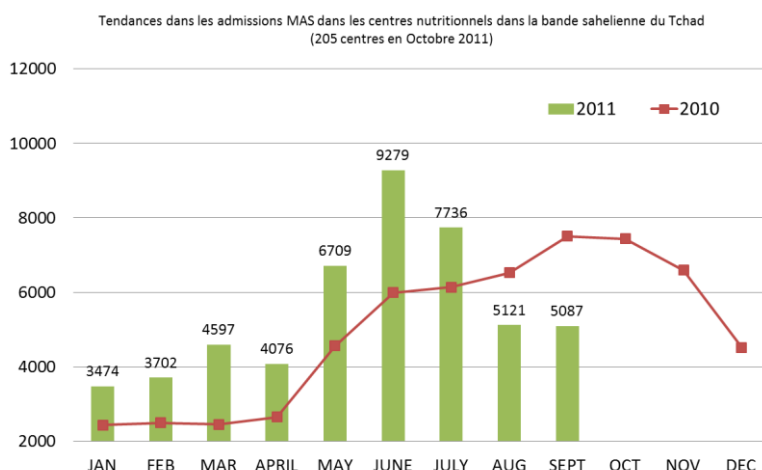
Il est évident en regardant les chiffres d'admissions issus des pays du Sahel qu'un 'nombre de base' d'enfants malnutris existe tout au long de l'année. Il convient donc désormais de ne pas considérer la gestion de la malnutrition aigüe sévère comme une intervention intermittente d'urgence dans les pays ou les régions où la malnutrition aigüe est un problème permanent.

Admissions hebdomadaires pour la gestion du programme MAS au Niger, 2010-2011



Admissions mensuelles pour la gestion du programme MAS au Tchad, 2010-2011





4.4 Systèmes d'alerte précoce en place

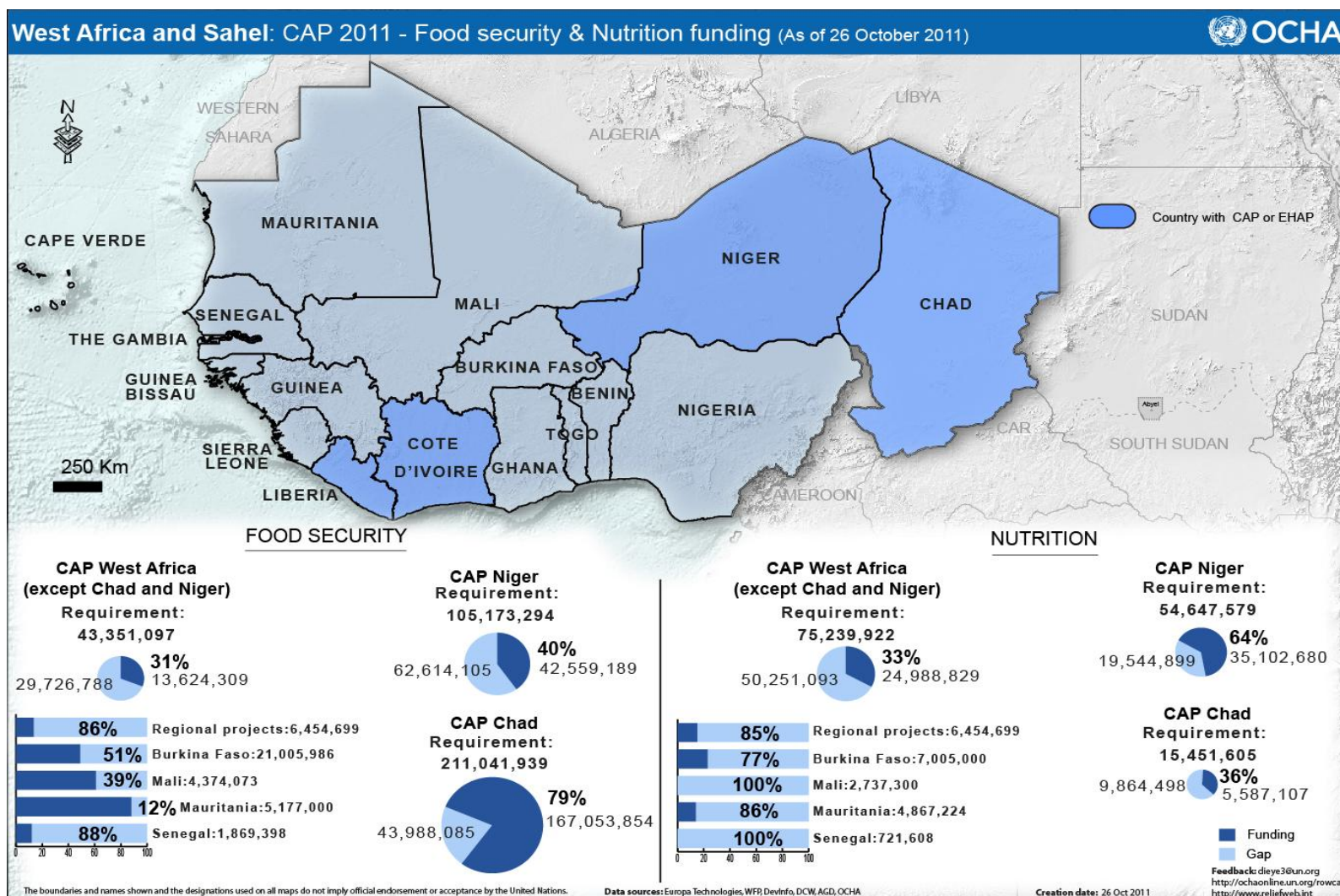
La plupart des pays du Sahel disposent de systèmes d'alerte précoce (SAP) servant à identifier les zones et les populations affectées par l'insécurité alimentaire. En fin d'année, après les récoltes, les systèmes d'alerte précoce procèdent à l'identification de ces zones et des groupes, selon des méthodes variables. Ces systèmes sont tantôt fonctionnels (Niger, Mauritanie), tantôt rencontrant quelques difficultés de fonctionnement.

Au niveau régional, le CILSS déroule le cadre harmonisé, système visant à harmoniser les processus d'analyses et les classifications issues des SAP nationaux. Des exercices de mise en œuvre du cadre harmonisé ont eu lieu au Bénin, Niger, Tchad, Togo, et Sénégal au 2ème semestre 2011. En parallèle, la Côte d'Ivoire a accompli son 6e cycle de classification intégré de la sécurité alimentaire (IPC) en août 2011. En 2012, d'autres pays de la sous région bénéficieront de ces analyses qui contribueront au renforcement de la cartographie régionale de la vulnérabilité.

Les pays de la région disposent également de systèmes d'information sur les marchés (SIM) dont le rapportage permet de suivre le fonctionnement des marchés alimentaires. Au niveau régional, le réseau des systèmes d'information sur les marchés en Afrique de l'ouest (RESIMAO) fédère les activités des SIM nationaux.

En plus des systèmes institutionnels, on mentionnera l'existence du réseau FEWS NET, une activité de l'USAID, qui publie des bulletins mensuels pour les pays où il est présent (Mauritanie, Burkina, Niger, Tchad, Nigéria) et pour certains pays suivis à distance (Libéria, Sierra Leone, Mali, Sénégal). La FAO et le PAM publient chaque mois une synthèse régionale sur les questions de sécurité alimentaire dans la région dans une perspective humanitaire.

4.5 Revue du financement CAP en 2011 : secteurs sécurité alimentaire et nutrition



5. SCENARIOS ET HYPOTHESES DE PLANIFICATION

5.1 Perspectives en Nutrition pour le Sahel

Selon certaines données, les récoltes pour l'année 2011 s'annoncent insuffisantes pour une importante partie de la bande Sahélienne, pouvant ainsi compliquer les moyens de subsistance pour de nombreuses familles et ainsi conduire à une détérioration du statut nutritionnel des enfants. Plusieurs zones de la bande Sahélienne se trouvent actuellement en situation de crise nutritionnelle. Les mauvaises récoltes annoncées devraient par conséquent provoquer une aggravation de la situation nutritionnelle en 2012. Cette situation ajoutée aux problèmes permanents de la région, susmentionnés auparavant, devrait conduire en un nombre inacceptable mais prévisible de décès d'enfants sauf si des interventions à plus grandes échelles et plus efficaces sont mises en place de manière permanente.

Le tableau ci-dessous présente le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère et admis pour prise en charge en 2010, le nombre prévu d'admissions en 2011 et en 2012, ainsi que le nombre de cas attendu pour chaque année. Il est toutefois important de noter que les chiffres présentés dans ce tableau (cas attendus) sont imprécis mais que ces derniers proviennent soit des estimations calculées selon les recommandations du niveau global, soit des évaluations faites par les pays.

Admissions et nombre de cas attendus de MAS au Sahel entre 2010 et 2012

Country	2010		2011		2012	
	Actual SAM Program Admissions	Estimated SAM Caseload	Actual SAM Program Admissions	Estimated SAM Caseload	Expected # of SAM caseload	Worst case Scenario (estimated #)
Niger	330,000	378,000	307,000	310,000	330,000	413,000
Nigeria (north)	32,000	309,000	70,000	219,000	208,000	260,000
Chad	55,000	94,000	65,000	97,000	127,000	159,000
Mali	25,000	80,000	25,000	87,000	175,000	219,000
Burkina Faso	45,000	110,000	50,000	100,000	100,000	125,000
Cameroon (north)	17,000	34,000	20,000	35,000	55,000	69,000
Mauritania	3,400	19,000	9,000	13,000	12,600	15,700
Senegal (north)	5,000	5,700	10,000	11,000	17,100	21,400
Total Sahel	512,400	1,029,700	556,000	872,000	1,024,700	1,282,100

Note: Ces totaux sont tous considérés comme les estimations à minima: le nombre de cas attendus est calculé à partir de la prévalence de MAS multipliée par la population des 6-59 mois et multipliée par un facteur de conversion incidence/prévalence identifié par chaque pays. Les nombre de cas du scénario pire sont calculés comme 125% de cas attendus en 2012.

Une recherche est actuellement en cours dans la sous-région afin de déterminer des facteurs de conversion plus précis/réalistes. Les estimations présentées ci-dessus pourraient donc être révisées. Certains pronostics indiquent que la période de soudure pourrait démarrer précocement, soit 3 mois plus tôt qu'en 2010. Cela exige donc une action urgente en matière de planification et de préparation de la réponse.

Le Bureau Régional de l'UNICEF va travailler avec Copenhague (Supply) et les Bureaux Pays afin de mobiliser dès à présent les ressources nécessaires et préparer une réponse nutritionnelle à plus grande échelle pour 2012.

5.2 Perspectives pour la sécurité alimentaire

La production agricole de cette année au Sahel sera moyenne. Certaines zones seront particulièrement touchées par une baisse du niveau de production qui sera significativement inférieur à la moyenne. Ces zones sont les suivantes : Région Centre du Sahel au Tchad, Ouest du Niger, extrême Nord du Nigeria, Ouest du Mali et l'extrême Sud de la Mauritanie.

Le scénario le plus probable suggère une production agricole inférieure à celle de 2010 (59 millions de tonnes) mais proche de la moyenne 2005/2006-2009/2010 (~50 millions de tonnes).

En plus de la pluviométrie irrégulière qui a affecté la région, d'autres facteurs aggravants risquent d'exacerber considérablement la sécurité alimentaire des ménages de la Région. Ces facteurs sont les suivants :

- La hausse du prix du riz importé et du blé, qui sont des denrées importantes pour les ménages pauvres des régions côtières et urbaines.
- La hausse du prix du maïs sur le marché international sera aussi supérieure à la moyenne et pourrait se transmettre aux marchés ouest africains.
- Les troubles sociopolitiques qui risquent de survenir dans certains pays comme le Sénégal et le Mali suite aux élections.
- Une perturbation des taux de changes Naira/XAF –Niger/Nigeria-, UMO/FCFA-Mauritanie/Mali, SDG/XAF-Tchad/Soudan, pourraient modifier le sens des flux commerciaux en défaveur des pays/régions déjà impactés par une baisse des productions agricoles.
- La présence de groupes armés dans certaines régions du Mali, du Niger et de la Mauritanie.

Tous ces éléments font que l'on s'attend à une dégradation des conditions d'accès alimentaire dans les zones affectées par la baisse de production agricole et fourragère du fait de la diminution des revenus des populations agricoles et pastorales d'ici la prochaine période de soudure. On s'attend également à une réduction de l'accès à l'autoproduction pour l'autoconsommation affectant par conséquent la qualité et la quantité du régime alimentaire des ménages. La chute de production fourragère limitera les opportunités de revenu pour les franges les plus pauvres des zones affectées, dans la mesure où il y aura moins d'opportunités d'emploi agricole, de garde d'animaux ou de vente des petits ruminants. Les termes de l'échange des éleveurs se dégraderont avec le ralentissement du marché de bétail, après la fête de la Tabaski début novembre. Les agro-éleveurs ou éleveurs achetant du sorgho connaîtront également une chute de leurs termes de l'échange avec l'augmentation anticipée des prix des céréales sèches sur les marchés du sud et du sud-est Mauritanien. Au Niger, selon le SIMA, les termes de l'échange bouc-mil se maintenaient au dessus de la moyenne en septembre 2011, en raison des prix avantageux pour les petits ruminants. Les mouvements de populations causés par la crise en Libye ont provoqué le retour massif de migrants au Ghana, au Mali, au Niger et au Tchad. Ce retour représente un arrêt brusque de l'envoi des transferts de fonds vers leurs communautés d'origine et exerce une pression sur les ressources alimentaires existantes auprès des familles d'accueil. De plus, les migrants de retour et leur famille sont devenus dépendants vis-à-vis de leurs communautés d'accueil en matière d'hébergement, de soins de santé et de scolarisation des enfants. La situation est plus préoccupante dans les pays potentiellement à risque alimentaire comme le Mali, le Niger et le Tchad. Les migrants, pour une meilleure intégration -et leurs communautés d'accueil- ont besoin d'assistance pour la mise en œuvre d'activités de renforcement de leurs moyens d'existence et pour la promotion d'activités génératrices de revenus. Les ménages affectés par ces retours se voient privés de ressources parfois vitales pour leur sécurité alimentaire.

Matrice des risques

Risques	Pays ou régions à risque	Probabilité	Impact potentiel
Hausse des prix régionaux et internationaux	Bassin Ouest et Centre	Haute	Inaccessibilité accrue des ménages vulnérables aux denrées alimentaires
Perturbation des taux de change	Bassin Est (Niger/Nigeria ; Tchad/Soudan), Bassin Central et Ouest (Mali/Mauritanie)	Basse	Modifications des flux commerciaux avec une baisse considérable de la disponibilité
Baisse de la production au Nigeria	Niger	Moyenne	Baisse de la disponibilité au Niger du fait de l'exportation des céréales vers le Nigeria
Crise post électorale	Mali, Sénégal	Haute au Sénégal et Moyenne au Mali	Perturbation des échanges transfrontaliers
Insécurité	Mauritanie, Mali, Niger	Haute	Inaccessibilité aux populations affectées par la crise alimentaire dans certaines régions

6. STRATÉGIE DE RÉPONSE

6. 1 Objectifs

Réduire la mortalité et la morbidité excessive et renforcer les moyens d'existence des ménages vulnérables des zones affectées par les situations de crise alimentaire, pastorale et nutritionnelle.

6. 2 Activités

La Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aigüe

La prise en charge de la malnutrition aigüe est la première intervention dont l'efficacité a été démontrée et qui permet de sauver les vies des enfants et des adultes les plus sévèrement atteints par les privations dues aux crises nutritionnelles et alimentaires. Traiter de manière simultanée les besoins en santé, en eau et en assainissement ainsi que vis-à-vis des pratiques de soins, pour les enfants et les femmes de manière à pouvoir non seulement traiter la malnutrition aigüe mais également la prévenir, est une approche délicate mais indispensable à promouvoir. La réponse aux urgences devrait être orientée prioritairement dans les zones considérées comme étant les plus vulnérables en offrant un paquet d'interventions intégrées de manière à optimiser l'impact à la fois sur les interventions liées au traitement et sur les actions de prévention pour les populations les plus affectées.

- La prise en charge intégrée de la malnutrition aigue sévère (MAS) devrait être renforcée en augmentant le nombre de sites permettant une prise en charge à base communautaire. L'identification précoce des cas de malnutrition aigüe sévère pourra se faire via l'intensification des activités de dépistage actif au niveau des communautés. Les interventions à but préventif seront intégrées au sein des programmes de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère et consisteront à assurer un accès à l'eau potable et à des latrines au niveau des structures de santé, à promouvoir le traitement de l'eau au niveau des ménages des familles/communautés affectées, à promouvoir le lavage des mains avec du savon, à prévenir les cas de malaria, à mettre en place des activités de dépistage actif des cas de paludisme et des autres maladies de l'enfance et à intégrer la supplémentation en vitamine A et le déparasitage au sein des campagnes de vaccination. Un plan de communication devra également être élaboré de manière à ce que les communautés les plus vulnérables aient connaissance de ces interventions et des objectifs de ces dernières. Les interventions de communication pour le Développement (C4D) devraient également être élargies afin d'améliorer les pratiques de soins et plus particulièrement tout ce qui concerne l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) et l'hygiène.
- La prise en charge de la malnutrition aigüe modérée (MAM) devrait être mise en œuvre dans les zones où les conditions/les besoins ont été clairement définies afin de permettre la mise en place d'une réponse plus compréhensive. Ces interventions devront être accompagnées d'une approche intégrée de manière à pouvoir incorporer les interventions citées ci-dessus concernant l'eau et l'assainissement, la santé et la communication pour le développement.
- Les activités de 'blanket feeding' pourront être utilisées dans les zones où les programmes de prise en charge de la malnutrition aigüe sont inexistantes ou ne permettent pas d'atteindre une couverture adéquate en termes d'efficacité programmatique. Une étude sur l'efficacité des suppléments nutritionnels à base lipidique dans les activités de 'blanket feeding' devrait être effectuée par MSF/Epicentre. L'amélioration de l'ANJE (et plus particulièrement de l'alimentation de complément). Les autres interventions à visée préventive seront axées sur le renforcement des programmes de nutrition et de santé maternelle et sur l'intégration de la nutrition dans les systèmes de protection sociale (transfert d'argent ou autres).

Assistance alimentaire en vivres ou par transfert monétaire

L'assistance alimentaire visera à :

- i. Sauver des vies. Les transferts inconditionnels de vivres ou d'argent permettront aux ménages les plus affectés par les déficits alimentaires d'accéder à une alimentation.
- ii. Renforcer les moyens d'existence des ménages les plus affectés par la crise. Notamment des activités de cash ou de vivres contre travail permettront de construire ou de réhabiliter des barrages, d'entreprendre des travaux de conservation des eaux du sol. Ces activités favoriseront la campagne agricole 2012.

L'assistance alimentaire sera fournie soit en vivres, soit sous forme de transfert monétaire (espèces ou bon). Les achats de produits locaux et régionaux seront privilégiés dans la mesure du possible. Lorsque les conditions seront réunies (fonctionnalité des marchés, capacité des partenaires), la réponse s'appuiera sur les marchés pour l'exécution de transferts monétaires.

Renforcement des moyens d'existence (agriculture et élevage)

Il s'agit de mettre en place des projets et/ou programmes de renforcement des moyens d'existence qui mettent en avant l'application de technologies appropriées et pratiques agricoles dans les domaines suivants : (i) production agricole, (ii) élevage, (iii) pêche et (iv) gestion des ressources naturelles.

Maintien des systèmes nationaux d'information nutritionnelle

Les systèmes d'information nationaux tels que conçus par le coordinateur national de nutrition et le groupe de travail technique doivent être respectés afin d'assurer la comparabilité des enquêtes menées durant le même mois de chaque année. Pour assurer la qualité et l'utilité des données de l'enquête il faudrait utiliser des méthodes standardisées et un nombre limité d'indicateurs de la nutrition.

Renforcement des systèmes d'information (Sécurité alimentaire et pastorale)

Les systèmes d'information sont essentiels pour l'évaluation, le suivi et l'alerte sur les crises. Le renforcement des systèmes et des capacités restent une priorité pour assurer la disponibilité de données fiables et de qualités ainsi que l'analyse pour la prise de décision. Les initiatives d'analyse intégrée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle basée sur les moyens d'existence (Cadre Harmonisé et Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, IPC) doivent être poursuivies au Bénin, Niger, Sénégal, Tchad et Togo et lancée dans les autres pays. Il serait également propice de renforcer la mise en place et l'utilisation de système d'information qui prennent en considération aussi bien l'analyse situationnelle que l'analyse des risques pour la sécurité alimentaire.

Coordination régionale et nationale de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Une action concertée et plus efficace entre tous les acteurs concernés et engagés dans la sécurité alimentaire et la nutrition est fondamentale. Il est important de renforcer la gestion de l'information, la logistique, l'approche coordonnée au sein des secteurs et clusters Sécurité alimentaire.

Une harmonisation des stratégies d'intervention nutritionnelle dans la région, pour une intervention plus efficace est en cours d'instauration, de même que l'amélioration de l'actuel système de suivi et évaluation permettront une augmentation en efficience des activités conjointes d'intervention nutritionnelles.

6. 3 Groupes ciblés

- Enfants qui souffrent de malnutrition aigüe
- Ménages pastoraux vulnérables
- Les agriculteurs et agropasteurs vulnérables

- Ménages pauvres en zone urbaine (Prix alimentaires élevés)
- Les acteurs du secteur (systèmes d'information)

6. 4 Liens vers la transition et le développement

Les interventions humanitaires et de réponse aux crises doivent être complétées par des approches à plus long terme, et doivent envisager des systèmes de 'filets de sécurité' sociaux. Un exemple est « l'approche à deux voies » – twin track approach – adoptée par la FAO, le FIDA et le PAM en cas d'urgence. Cette approche encourage à traiter les priorités immédiates de sécurité alimentaire et de développement durable en améliorant la productivité et la résilience. Il est fondamental d'aider les personnes vulnérables à accéder aux revenus et aux infrastructures ainsi qu'à se construire un patrimoine, et établir des moyens d'existence durables, tout particulièrement pour les populations vivant des situations de crise prolongée. L'appui aux institutions et aux communautés est donc essentiel pour faire face aux crises prolongées.

Il est convenu que des activités de transition vers le développement devront être mises en œuvre en sortie de crise, lesquelles viseront à mitiger ou prévenir des crises similaires dans le futur. Augmenter la résilience des populations par l'augmentation des productions agricoles et leur conservation ou transformation, développer le réseau des stocks stratégique nationaux en capacité et efficacité, favoriser les échanges sud-sud en termes de bonnes pratiques en développement et élaborer un système d'alerte précoce plus opérationnel feront partie des objectifs officiels des futurs programmes. Afin de maximiser l'efficacité des activités, maîtriser les coûts et éviter les doublons, le PAM et la FAO sont engagés dans un processus de « gestion commune » de projets de réduction de risque de catastrophes dans quatre pays pilotes dans la sous-région (Niger, Sénégal, Burkina Faso, Tchad).

7. PROCHAINES ETAPES ET “PLAN DE PREPARATION ”

7.1 Evaluation des besoins

Dans la majorité des pays affectés les Gouvernement en collaboration avec les Organisations humanitaires et Gouvernementales sont entrain de travailler sur des activités préparatoires, en particulier, sur la planification d'évaluation des besoins pour une réponse effective. En effet, l'ampleur de la chute des productions céréalières et fourragères et son impact sur les moyens d'existence, le fonctionnement des marchés, la sécurité alimentaire et la nutrition devront être déterminés par des enquêtes dont certaines sont déjà planifiées.

Pays	Evaluation	Organisations impliquées	Date de mise en œuvre
Burkina Faso	Evaluation de la sécurité alimentaire des ménages, ainsi que des marchés (zones affectées et urbaines)	Gouvernement, PAM, partenaires	Janvier 2012
Mali	Evaluation de la sécurité alimentaire des ménages Evaluation des marchés (zones affectées et transfrontaliers)	SAP, PAM, FAO	Mi-décembre
Mauritanie	Evaluation de la sécurité alimentaire des ménages Evaluation des marchés (zones affectées et transfrontaliers)	Gouvernement, PAM	En cours
Niger	Enquête vulnérabilité	Gouvernement, FAO, PAM	En cours
Tchad	Evaluation de la sécurité alimentaire des ménages	PAM - FAO	novembre 2011 – février 2012

7.2 Consultations avec les acteurs impliqués

L'inclusion des partenaires gouvernementaux est d'ores et déjà mise en œuvre sous forme transversale : qu'ils soient organismes de Protection Civile ou Ministères concernés (Affaires Sociales, Agriculture, ...) ils sont des interlocuteurs incontournables pour la planification de l'opération d'urgence. La prise en compte de stocks stratégiques nationaux dans la réponse à la crise rentre en ligne de compte lors de la planification de l'opération d'urgence, de même qu'au niveau des opérations de terrain, dans le cadre de l'évaluation initiale des communautés vulnérables et du ciblage des bénéficiaires.

Lors d'un sommet le 23 novembre à Niamey, les présidents du Niger, du Mali et du Burkina Faso ont fait part des mauvaises productions agricoles et pastorales et des difficultés alimentaires préoccupantes risquant d'affecter leur pays. Début décembre 2011, tous les pays du Sahel affectés se sont prononcés sur la crise en développement : le Niger a été le premier à dévoiler un plan de réponse, suivi du Mali et de la Mauritanie. A titre d'exemple, en Mauritanie, le plan mauritanien Emel ('espoir'), porte sur le soutien à 800 000 personnes affectées à travers des

distributions gratuites, des ventes subventionnées, le soutien aux banques de céréales villageoises et un volet de soutien à la filière bétail, en collaboration avec la famille humanitaire présente dans le pays ; composantes humaines et bétail s'équivalent en budget et, cumulées avoisinent 153 millions USD. Le plan du gouvernement malien s'évalue à 210 millions USD, et inclut des actions de réponse immédiates (40 millions USD) et d'autres s'étalant sur le moyen terme (distribution de 45 000 Mt de vivres, ventes subventionnées de 70 000 Mt de riz), associées à des activités ciblées s'adressant à des groupes vulnérables pouvant être entreprises par les partenaires humanitaires (femmes enceintes et allaitantes, interventions nutritionnelles, cantines scolaires, soutien aux moyens de subsistance, groupes vulnérables, etc.).

Les partenaires institutionnels de la Communauté Humanitaire en termes d'alerte précoce dans les pays du Sahel sont engagés dans la préparation et la réponse à la crise alimentaire à travers le FEWS NET et le CILSS, tous deux basés à Niamey. Les acteurs majeurs de la réponse humanitaire se réunissent lors de plateformes / réunions de travail appelées « Groupe Thématique en Sécurité Alimentaire et Nutrition ». Les bailleurs de fonds sont également conviés à ces réunions dont l'objectif est le partage d'informations cruciales sur l'état des besoins et de la préparation et visant à mieux coordonner la réponse à venir dans le pays.

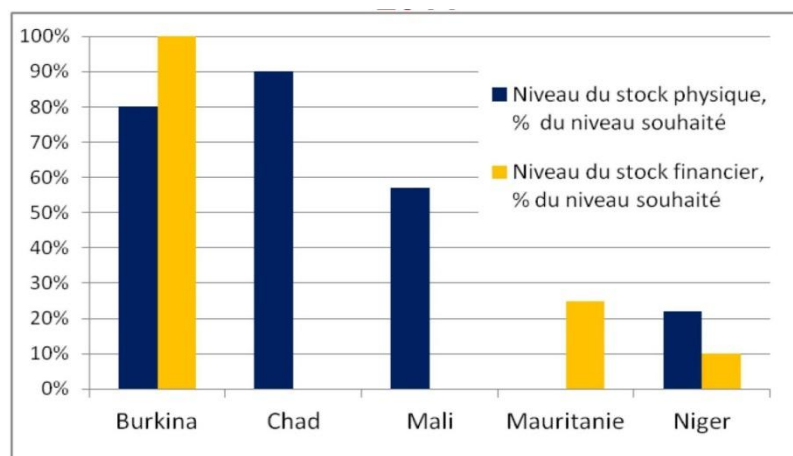
Des réunions similaires ont lieu au niveau Régional, lors de la réunion du Groupe de travail régional Sécurité alimentaire et nutrition.

7.3 Logistique

Prévoyant une montée en puissance des activités humanitaires dans le Sahel, trois Evaluations Logistiques de Capacité ont été entreprises dans la sous-région, l'une au Nigeria (Octobre 2011) l'autre en Mauritanie (Octobre 2011) et enfin une dernière est planifiée pour janvier 2012 au Burkina Faso. Une utilisation étendue sera faite du stock avancé d'Accra (United Nations Humanitarian Response Depot) au Ghana pour le pré-positionnement de stocks de vivres et/ou de non-vivres.

La prise en compte de l'existence des stocks stratégiques nationaux est incluse dans la réponse d'urgence afin d'éviter les doublons.

Niveau des stocks de sécurité nationaux (Octobre 2011)



Source : PAM

7.4 Stocks d'urgence (vivres, fourrage, nutrition)

Tenant compte de difficultés prévisibles dans l'achat de vivres sur le marché international et régional dans un contexte à la fois de crise économique et financière globale ainsi qu'une opération humanitaire massive dans la Corne de l'Afrique, dont l'effet attendu est d'avoir modéré la disposition de fonds pour une opération dans le Sahel,

la Communauté Humanitaire est déterminée à engager des mesures préparatoires et de réponse qui garantiront une opération la plus efficace et opportune possible.

Le PAM dispose d'une capacité d'approvisionnement régionale consistant en une utilisation intensive de l'avance sur ressources internes pour acheter et pré-positionner de manière stratégique les denrées les plus cruciales, pour une réponse accrue et adéquate (produits nutritionnels CSB++ notamment). Ces stocks sont achetés ou pré-positionnés pour tous les pays potentiellement exposés à des besoins (identifiés au fur et à mesure des évaluations en cours) puissent accéder à des vivres, sur la base des confirmations de contribution des bailleurs. Les gouvernements concernés se situant à des stades différents dans la planification de la réponse, le PAM veut s'assurer qu'une action rapide d'achat permettra de sécuriser la chaîne d'approvisionnement pour les mois les plus critiques.

7.5 Training / Formation

Une formation aux techniques de simulation d'urgence (Simex) impliquant les partenaires gouvernementaux, la Commission Economique Régionale, des agences des NU et des partenaires de terrain impliqués dans les secours aux populations aura lieu entre mars et avril 2012. L'objectif est de permettre aux agences impliquées d'autotester les capacités des techniciens engagés dans la réponse et détecter les carences et permettre à tous les acteurs de mieux appréhender les mécanismes opérationnels des partenaires.

Les partenaires nationaux qui n'ont pas encore été formés recevront des formations en termes d'évaluation des besoins, de gestion, transport et distribution de stocks de vivres afin de standardiser la qualité des activités et leur coordination.

7.6 Rôles et responsabilités pour le suivi des indicateurs d'alerte précoce

Au niveau international, la FAO collecte et partage mensuellement les informations relatives aux cours des matières premières agricoles et détermine l'indice FAO des produits alimentaires.

Le suivi des indicateurs sur le terrain est effectué par les personnels des NU et particulièrement du PAM déployés et par d'autres agences spécialisées (notamment CILSS et FEWS NET) de même que les services gouvernementaux spécialisés (Direction des Statistiques des Ministères de l'Agriculture, systèmes nationaux d'alerte précoces (SAP), Institut de la Statistique, Ministère du Plan, ...). Les informations sont toutes partagées lors des réunions de Groupes Thématique au niveau National et Régional. Le groupe IASC publie trimestriellement un bulletin 'Early Warning Early Action'. Ce dernier outil est à la disposition des tous les intervenants dans la crise, bailleurs de fonds y compris.

Les informations majeures de sécurité alimentaire et d'alerte sont présentes sur des sites spécialisés partagés tels que HEWS ou GIEWS de la FAO.

Il est prévu d'effectuer une évaluation générale de la Sécurité Alimentaire des ménages dans les zones à risque en novembre-décembre 2011, puis une évaluation conjointes CILSS-FAO-FEWS NET-PAM-Gouvernements des marchés (tenant compte de la récolte de contre-saison) en février 2012. Ces constatations seront d'importance vitale pour la planification de l'opération d'urgence. Des ateliers de restitution seront organisés après chaque évaluation à l'intention des partenaires.

Au niveau régional, le Groupe de Travail Sécurité Alimentaire et Nutrition, basé à Dakar, analyse les données de sécurité alimentaire et de nutrition disponibles et lance des alertes le cas échéant. Dans le cadre de ce groupe de travail, la FAO et le PAM rédigent et diffusent une note conjointe mensuelle d'analyse de la sécurité alimentaire dans une perspective humanitaire.

7.7 Echange d'information avec les acteurs de la réponse d'urgence

La plateforme principale employée à fin de communication en direction des partenaires de la Communauté Humanitaire reste le Groupe Thématique 'Sécurité Alimentaire et Nutrition'. Des Bulletins mensuels sont émis régulièrement par OCHA, consolidant les points de vue et état d'avancement des opérations à l'intention de tous les partenaires.

Les acteurs gouvernementaux participant à l'opération d'urgence seront partie de ces plateformes pour s'assurer de la prise en compte des activités inhérentes au pays.

8. ANNEXES

- i. Carte « Anomalie de production de biomasse au 1^{er} octobre 2011 »

iii – Carte : Anomalie de production de biomasse au 1^{er} Octobre 2011

